

5. Aux termes d'une période initiale de trois ans, le système de décision peut être réexaminé en tenant compte de tous les facteurs appropriés.

6. Cette Annexe peut être modifiée par décision unanime du Conseil tenu au niveau ministériel

5. Na een initiële periode van drie jaar kan het besluitvormingsproces opnieuw worden bezien, waarbij rekening wordt gehouden met alle relevante factoren.

6. Deze Bijlage kan bij unaniem besluit van de Raad op ministerieel niveau worden gewijzigd

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES**

F. 2003 — 2738

[C — 2003/03367]

22 MAI 2003. — Loi portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par « services » les administrations, organismes et entreprises de l'Etat fédéral, classés dans l'une des catégories suivantes :

1° l'administration générale, qui regroupe tous les services publics fédéraux;

2° les administrations dotées d'une autonomie de gestion mais sans personnalité juridique, dénommées « services administratifs à comptabilité autonome »;

3° les organismes d'administration publique dotés de la personnalité juridique, appelés « organismes administratifs publics », à l'exclusion des organismes publics de sécurité sociale de la catégorie D de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et des institutions publiques de sécurité sociale reprises dans l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale;

4° les entreprises à caractère commercial, industriel ou financier, dotées d'un régime d'autonomie mais sans personnalité juridique, appelées « entreprises d'Etat ».

Art. 3. Les dispositions du Titre II de la présente loi sont applicables à tous les services visés à l'article 2.

Les dispositions particulières applicables à chaque catégorie de services visés à l'article 2 sont reprises dans les différents chapitres du Titre III.

Titre II. — Dispositions applicables à tous les services

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 4. Les services établissent un compte général qui comprend les comptes annuels et, pour autant qu'une disposition légale ne les exonère pas d'établir un budget, le compte d'exécution du budget.

Art. 5. Les services tiennent leur comptabilité générale et établissent leurs comptes annuels conformément aux dispositions du plan comptable général, arrêté par le Roi en application de l'article 5, alinéa 1^{er} de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes.

Art. 6. L'exercice comptable et l'année budgétaire commencent le 1^{er} janvier et se terminent le 31 décembre suivant.

Art. 7. Toute opération est rattachée à l'exercice comptable ou à l'année budgétaire durant lesquels elle a lieu. Par ailleurs, pour appartenir à un exercice comptable ou à une année budgétaire, les droits doivent avoir été constatés durant ceux-ci.

**FEDERALE OVERHEIDS DIENST
BUDGET EN BEHEERSCONTROLE
EN FEDERALE OVERHEIDS DIENST FINANCIEN**

N. 2003 — 2738

[C — 2003/03367]

22 MEI 2003. — Wet houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

Titel I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt onder « diensten » verstaan de administraties, instellingen en ondernemingen van de federale Staat, behorende tot een van de volgende categorieën :

1° het algemeen bestuur, dat alle federale overhedsdiensten hergroepeert;

2° de administraties met beheersautonomie maar zonder rechtspersoonlijkheid, « administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie » genaamd;

3° de overhedsinstellingen met rechtspersoonlijkheid, « administratieve openbare instellingen » genaamd, met uitzondering van de openbare instellingen van sociale zekerheid van de categorie D van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en van de openbare instellingen van sociale zekerheid bedoeld in het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid;

4° de ondernemingen met een handels-, industriële of financiële karakter, met een vorm van autonomie maar zonder rechtspersoonlijkheid, « staatsbedrijven » genaamd.

Art. 3. De bepalingen van Titel II van deze wet zijn van toepassing op alle in artikel 2 bedoelde diensten.

De bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op elk van de in artikel 2 bedoelde categorieën van diensten zijn opgenomen in de verschillende hoofdstukken van Titel III.

TITEL II. — Bepalingen van toepassing op alle diensten

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 4. De diensten stellen een algemene rekening op die bestaat uit de jaarrekening en, voorzover een wettelijke bepaling hen niet vrijstelt van het opmaken van een begroting, uit de rekening van uitvoering van de begroting.

Art. 5. De diensten voeren hun algemene boekhouding en stellen hun jaarrekening op overeenkomstig de bepalingen van het algemene boekhoudplan dat door de Koning wordt vastgesteld met toepassing van artikel 5, eerste lid, van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.

Art. 6. Het boekjaar en het begrotingsjaar beginnen op 1 januari en eindigen op 31 december daaropvolgend.

Art. 7. Elke verrichting wordt aan het boekjaar of aan het begrotingsjaar gehecht tijdens hetwelk ze heeft plaats gehad. Om evenwel tot een boekjaar of een begrotingsjaar te behoren moeten de rechten zijn vastgesteld gedurende die jaren.

Toutefois, les droits constatés qui ne sont pas comptabilisés par le service avant le 1^{er} février de l'année suivante, appartiennent à une année ultérieure.

Art. 8. Un droit est constaté quand les conditions suivantes sont remplies :

- 1° son montant est déterminé de manière exacte;
- 2° l'identité du débiteur ou du créancier est déterminable;
- 3° l'obligation de payer existe;
- 4° une pièce justificative est en possession du service concerné.

Sur proposition du Ministre du Budget, le Roi détermine les modalités de la constatation des droits.

Art. 9. Les droits constatés au profit des services s'éteignent par leur paiement, leur annulation ou leur prescription.

Art. 10. Tout versement ou envoi en numéraire et autres valeurs fait dans les caisses des services, donne lieu à la délivrance d'un récépissé à talon avec indication de l'objet du paiement.

Ce récépissé est libératoire et forme titre envers le service concerné.

CHAPITRE II. — *La comptabilité générale*

Art. 11. La comptabilité générale des services couvre l'ensemble de leurs opérations, de leurs avoirs, droits, dettes, obligations et engagements de toute nature.

Art. 12. Les services tiennent leur comptabilité générale selon les règles usuelles et les principes de la comptabilité en partie double.

Toute opération est inscrite sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de dates dans un ou plusieurs journaux.

Toute écriture s'appuie sur une pièce justificative datée à laquelle elle se réfère.

Art. 13. Les opérations sont méthodiquement inscrites dans les comptes de la comptabilité générale et, pour autant qu'elles soient aussi des opérations budgétaires, simultanément dans les comptes des classes budgétaires.

Le plan comptable général visé à l'article 5, définit la subdivision du système de comptes, le contenu et le mode de fonctionnement de ceux-ci. En outre, il fixe les règles d'imputation et d'évaluation.

Art. 14. Les pièces justificatives sont classées de manière méthodique et conservées d'une manière qui en permette l'accès.

Le Roi détermine les conditions auxquelles doivent répondre les pièces justificatives, ainsi que les conditions relatives à leur conservation et à leur mise à la disposition du contrôle interne et externe.

Art. 15. Les livres et les journaux sont tenus et conservés de façon à garantir leur continuité matérielle, ainsi que leur régularité et l'irréversibilité des écritures.

Sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre du Budget, le Roi en arrête les modalités.

Art. 16. Les services procèdent une fois l'an au moins, avec bonne foi et prudence, aux opérations de relevé, de vérification, d'examen et d'évaluation nécessaires pour établir à la date du 31 décembre un inventaire complet de leurs avoirs et droits de toute nature, de leurs dettes, obligations et engagements de toute nature et des moyens propres qui y sont affectés. Cet inventaire est ordonné de la même manière que les classes de bilan du plan comptable général mentionné à l'article 5.

Art. 17. Les comptes annuels comprennent :

- 1° le bilan;
- 2° le compte de résultats comportant l'ensemble des charges et produits;
- 3° le compte de récapitulation des opérations budgétaires, conformément à la classification économique;
- 4° l'annexe.

Le bilan est établi après que les comptes aient été mis en concordance avec les données de l'inventaire.

Sur proposition du Ministre du Budget, le Roi peut fixer les règles complémentaires de présentation des comptes annuels.

De vastgestelde rechten die evenwel niet vóór 1 februari van het volgende jaar door de dienst zijn geboekt, behoren tot een volgend jaar.

Art. 8. Een recht is vastgesteld wanneer aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

- 1° zijn bedrag is op nauwkeurige wijze vastgesteld;
- 2° de identiteit van de schuldenaar of van de schuldeiser is bepaalbaar;
- 3° de verplichting om te betalen bestaat;
- 4° een verantwoordingsstuk is in het bezit van de betrokken dienst.

Op voordracht van de Minister van Begroting, bepaalt de Koning de modaliteiten voor het vaststellen van de rechten.

Art. 9. De rechten die ten voordele van de diensten zijn vastgesteld, doven uit door betaling, door annulatie of door verjaring.

Art. 10. Elke storting of zending in contanten en andere waarden, gedaan in de kassen van de diensten, geeft aanleiding tot de afgifte van een ontvangstbewijs met strook, waarop de reden van de betaling wordt vermeld.

Dit ontvangstbewijs is bevrijdend en geldt als rechtstitel tegenover de betrokken dienst.

HOOFDSTUK II. — *De algemene boekhouding*

Art. 11. De algemene boekhouding van de diensten heeft betrekking op het geheel van hun verrichtingen, hun bezittingen, rechten, schulden en verplichtingen van welke aard ook.

Art. 12. De diensten voeren hun algemene boekhouding volgens de gebruikelijke regels en de beginselen van het dubbel boekhouden.

Elke verrichting wordt zonder uitstel, getrouw, volledig en naar tijdsorde ingeschreven in één of meer dagboeken.

Elke boeking geschiedt aan de hand van een gedagtekend verantwoordingstuk, waarnaar zij moet verwijzen.

Art. 13. De verrichtingen worden methodisch geboekt in de rekeningen van de algemene boekhouding en, voorzover ze ook een begrotingsverrichting uitmaken, simultaan in de rekeningen van de begrotingsklassen.

Het algemene boekhoudplan bedoeld in artikel 5, bepaalt de indeling van het rekeningstelsel, stelt vast wat de rekeningen van dat stelsel moeten bevatten en hoe ze moeten worden gebruikt. Het legt bovendien de aanrekenings- en waarderingsregels vast.

Art. 14. De verantwoordingstukken worden methodisch geklasseerd en op een toegankelijke wijze bewaard.

De Koning bepaalt aan welke voorwaarden de verantwoordingstukken moeten voldoen en op welke voorwaarden ze worden bewaard en ter beschikking van de interne en externe controle worden gesteld.

Art. 15. De boeken en de dagboeken worden bijgehouden en bewaard op een wijze die hun materiële continuïté, hun regelmatigheid en de onveranderlijkheid van de boekingen verzekert.

Op voordracht van de Minister van Financiën en de Minister van Begroting, legt de Koning daartoe de modaliteiten vast.

Art. 16. De diensten verrichten, omzichtig en te goeder trouw, ten minste eens per jaar de nodige opnemingen, verificaties, onderzoeken en waarderingen om de inventaris per 31 december op te maken van al hun bezittingen, rechten, schulden en verplichtingen van welke aard ook en van de daartoe bestemde eigen middelen. Die inventaris wordt opgesteld overeenkomstig de balansklassen van het algemene boekhoudplan bedoeld in artikel 5.

Art. 17. De jaarrekening bestaat uit :

- 1° de balans;
- 2° de resultatenrekening, bevattende alle kosten en opbrengsten;
- 3° de samenvattende rekening van de begrotingsverrichtingen, overeenkomstig de economische classificatie;
- 4° de toelichting.

De balans wordt opgesteld nadat de rekeningen in overeenstemming zijn gebracht met de gegevens van de inventaris.

Op voordracht van de Minister van Begroting, kan de Koning de aanvullende regels van voorstelling van de jaarrekening bepalen.

Art. 18. Les services établissent chaque année un rapport annuel sur leurs activités et l'évolution des principales données financières.

Sur proposition du Ministre du Budget, le Roi fixe les règles relatives à l'établissement et à la publication du rapport annuel.

CHAPITRE III. — *Le budget et la comptabilité budgétaire*

Art. 19. Le budget prévoit et autorise toutes les opérations donnant lieu à dénouement financier, réalisées pour compte propre avec des tiers.

L'administration générale, les services administratifs à comptabilité autonome et les entreprises d'Etat sont considérés entre eux comme des tiers pour l'application de la présente loi.

Le budget comprend :

1° en recettes, l'estimation des droits constatés pendant l'année budgétaire;

2° en dépenses :

a) les crédits d'engagement à concurrence desquels des sommes peuvent être engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes, dont les effets s'étendent sur plusieurs années, à concurrence des sommes exigibles pendant l'année budgétaire; par obligations récurrentes, il y a lieu d'entendre celles telles que les traitements, pensions, abonnements ou loyers, dont les effets s'étendent sur plusieurs années et dont l'imputation sur l'année de leur naissance représenterait une charge sans lien économique avec celle-ci;

b) les crédits de liquidation à concurrence desquels des sommes peuvent être liquidées au cours de l'année budgétaire du chef des droits constatés découlant des obligations préalablement engagées.

Sans préjudice d'autres classifications budgétaires, les estimations des recettes et des dépenses sont ventilées conformément à la classification économique.

Art. 20. Sont seuls imputés au budget d'une année déterminée :

1° en recettes :

les droits constatés au profit du service pendant l'année budgétaire;

2° en dépenses :

a) à charge des crédits d'engagement, les sommes qui sont engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes, dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes exigibles pendant l'année budgétaire;

b) à charge des crédits de liquidation, les sommes qui sont liquidées au cours de l'année budgétaire du chef des droits constatés découlant des obligations préalablement engagées.

Art. 21. Les crédits d'engagement et de liquidation disponibles à la fin de l'année budgétaire tombent en annulation.

Art. 22. La comptabilité budgétaire est tenue en liaison avec la comptabilité générale. Elle doit permettre un suivi permanent de l'exécution du budget des services.

Un droit constaté en dépense, enregistré dans les comptes des classes budgétaires, ne peut être payé sans avoir été préalablement liquidé à charge d'un crédit de liquidation.

Art. 23. Toute opération est inscrite sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de date, à l'appui d'une pièce justificative.

Art. 24. L'approbation des contrats et marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés de collation de subventions ne peuvent être notifiés avant que ces contrats, marchés et arrêtés aient été imputés sur les crédits d'engagement.

Le Roi peut, sur proposition du Ministre du Budget, déroger à l'alinéa 1^{er} pour les contrats et marchés ainsi que les arrêtés de collation de subventions dont le montant ne dépasse pas les sommes qu'il détermine.

Art. 18. De diensten stellen jaarlijks een jaarverslag op over hun activiteiten en de evolutie van de belangrijkste financiële gegevens.

Op voordracht van de Minister van Begroting, bepaalt de Koning de regels inzake het opmaken en publiceren van het jaarverslag.

HOOFDSTUK III. — *De begroting en de begrotingscomptabiliteit*

Art. 19. De begroting voorziet in en machtigt alle verrichtingen met een financiële afwikkeling, die voor eigen rekening tot stand worden gebracht met derden.

Het algemeen bestuur, de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en de staatsbedrijven worden ten aanzien van elkaar als derden beschouwd voor de toepassing van deze wet.

De begroting bevat :

1° wat de ontvangsten betreft, de raming van de tijdens het begrotingsjaar vastgestelde rechten;

2° wat de uitgaven betreft :

a) de vastleggingskredieten ten belope waarvan bedragen kunnen worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen die ontstaan of worden gesloten tijdens het begrotingsjaar en, voor de recurrente verbintenissen waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren voordoen, ten belope van de tijdens het begrotingsjaar opeisbare sommen; onder recurrente verbintenissen behoort te worden verstaan verbintenissen zoals wedden, pensioenen, abonnementen of huurgelden, die gespreid over verschillende jaren gevolgen hebben en waarvan de aanrekening op het jaar waarin ze ontstaan, een last zou zijn die daarmee geen economische band heeft;

b) de vereffeningenkredieten ten belope waarvan tijdens het begrotingsjaar bedragen kunnen worden vereffend uit hoofde van de rechten vastgesteld in uitvoering van de voorafgaandelijk vastgelegde verbintenissen.

Onverminderd de toepassing van andere begrotingsindelingen, worden de ramingen van de ontvangsten en van de uitgaven opgesplitst volgens de economische classificatie.

Art. 20. Op de begroting worden voor een bepaald jaar slechts aangerekend :

1° als ontvangsten :

de tijdens het begrotingsjaar ten voordele van de dienst vastgestelde rechten;

2° als uitgaven :

a) ten laste van de vastleggingskredieten, de bedragen die worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen die ontstaan of worden gesloten tijdens het begrotingsjaar en, voor de recurrente verbintenissen waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren voordoen, de tijdens het begrotingsjaar opeisbare sommen;

b) ten laste van de vereffeningenkredieten, de bedragen die worden vereffend tijdens het begrotingsjaar uit hoofde van de rechten die zijn vastgesteld, in uitvoering van de voorafgaandelijk vastgelegde verbintenissen.

Art. 21. De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggings- en vereffeningenkredieten worden geannuleerd.

Art. 22. De begrotingscomptabiliteit wordt gevoerd in relatie met de algemene boekhouding. Ze moet een permanente controle van de voortgang van de uitvoering van de begroting van de diensten mogelijk maken.

Een vastgesteld recht in uitgave, dat is geboekt in de rekeningen van de begrotingsklassen, kan niet worden betaald indien het niet vooraf ten laste van een vereffeningenkrediet is vereffend.

Art. 23. Elke verrichting wordt zonder uitstel, getrouw, volledig en naar tijdsorde geboekt en gestaafd met een verantwoordingssstuk.

Art. 24. De goedkeuring van de contracten en overeenkomsten voor werken, leveringen en diensten, alsook de besluiten tot toekenning van subsidies mogen niet worden genootificeerd vooraleer deze contracten, overeenkomsten en besluiten zijn aangerekend op de vastleggingenkredieten.

De Koning kan, op voordracht van de Minister van Begroting, van het eerste lid afwijken voor de contracten en overeenkomsten alsook voor de besluiten tot toekenning van subsidies, waarvan het bedrag de door Hem bepaalde sommen niet overschrijdt.

Art. 25. Les obligations nécessaires pour assurer le fonctionnement continu des services peuvent être contractées à partir du 1^{er} novembre, à charge des crédits de l'année budgétaire suivante, dans la limite du tiers des crédits d'engagement votés pour les dépenses correspondantes de l'année en cours. Les actes d'engagement stipulent que les fournitures ne peuvent être livrées, ni les services prestés, avant l'ouverture de l'année budgétaire.

Art. 26. Les engagements comptables sont annulés lorsqu'il apparaît qu'ils ne sont plus nécessaires, et en tout cas, à concurrence des montants qui n'ont pas donné lieu à liquidation après cinq ans à compter du 31 décembre de l'année budgétaire pendant laquelle ils ont été pris, sauf si, au moment de l'enregistrement de l'engagement, un délai plus long avait été prévu en raison de la nature du contrat.

Art. 27. Le compte d'exécution du budget est établi selon les subdivisions du budget approuvé. Ce compte comprend :

1° pour les recettes :

- a) la prévision des droits constatés de l'année budgétaire;
- b) les droits constatés de l'année budgétaire;
- c) la différence entre les prévisions et les droits constatés;

2° pour les dépenses :

a) utilisation des crédits d'engagement :

- les crédits d'engagement ouverts par le budget;
- les engagements enregistrés qui sont afférents à l'année budgétaire;
- la différence entre les crédits d'engagement et les engagements enregistrés;

b) utilisation des crédits de liquidation :

- les crédits de liquidation ouverts par le budget;
- les droits constatés qui sont liquidés pendant l'année budgétaire;
- la différence entre les crédits de liquidation et les droits constatés qui sont liquidés.

Art. 28. Une annexe au compte d'exécution du budget mentionne au moins :

1° pour les recettes :

les droits annulés, les droits prescrits et les droits portés en surséance indéfinie;

2° pour les dépenses :

a) les droits constatés qui sont enregistrés pendant l'année budgétaire;

b) les droits constatés non encore liquidés à charge du budget;

3° pour le règlement des engagements :

a) l'encours des engagements au 1^{er} janvier;

b) les engagements enregistrés pendant l'année budgétaire;

c) les engagements annulés pendant l'année budgétaire;

d) les droits constatés qui sont liquidés à charge du budget pendant l'année budgétaire;

e) l'encours des engagements au 31 décembre.

CHAPITRE IV. — *L'organisation de la comptabilité et du contrôle exercé par le pouvoir exécutif*

Art. 29. Le Roi, sur proposition du ministre du Budget, fixe les règles applicables aux services, ou à une catégorie de services, en matière d'organisation des opérations comptables et budgétaires et définit les fonctions de décision, d'exécution, d'enregistrement, de conservation et de surveillance y relatives. Ces règles assurent la nécessaire séparation entre ces fonctions et déterminent la façon dont les personnes qui en sont responsables rendent compte.

Art. 25. Met ingang van 1 november mogen de verbintenissen nodig om de ononderbroken werking van de diensten te verzekeren, worden aangegaan ten laste van de kredieten van het volgende begrotingsjaar. Het bedrag van deze verbintenissen mag een derde van de goedgekeurde vastleggingskredieten voor de overeenkomstige uitgaven van het lopende jaar niet overschrijden. De vastleggingsakten bepalen dat de leveringen niet mogen geschieden en de diensten niet mogen worden gepresteerd vóór de opening van het begrotingsjaar.

Art. 26. De boekhoudkundige vastleggingen worden geannuleerd wanneer blijkt dat ze niet langer nodig zijn en in ieder geval tot beloop van de bedragen die niet werden vereffend na verloop van vijf jaar te rekenen vanaf 31 december van het begrotingsjaar tijdens hetwelk zij werden genomen, tenzij op het ogenblik van de aanrekening van de verbintenis een langere termijn werd bepaald wegens de aard van de overeenkomst.

Art. 27. De rekening van uitvoering van de begroting wordt opgesteld volgens de onderverdelingen van de goedgekeurde begroting. Deze rekening omvat :

1° voor de ontvangsten :

- a) de raming van de vastgestelde rechten van het begrotingsjaar;
- b) de vastgestelde rechten van het begrotingsjaar;
- c) het verschil tussen de geraamde en de vastgestelde rechten;

2° voor de uitgaven :

- a) aanwending van de vastleggingskredieten :
- de bij de begroting geopende vastleggingskredieten;
- de geboekte vastleggingen met betrekking tot het begrotingsjaar;
- het verschil tussen de vastleggingskredieten en de geboekte vastleggingen;
- b) aanwending van de vereffeningenkredieten :
- de bij de begroting geopende vereffeningenkredieten;
- de tijdens het begrotingsjaar vereffende vastgestelde rechten;
- het verschil tussen de vereffeningenkredieten en de vereffende vastgestelde rechten.

Art. 28. Een toelichting bij de rekening van uitvoering van de begroting vermeldt ten minste :

1° voor de ontvangsten :

de geannuleerde, verjaarde en in onbepaald uitstel gebrachte rechten;

2° voor de uitgaven :

- a) de tijdens het begrotingsjaar geboekte vastgestelde rechten;
- b) de nog niet budgetair vereffende vastgestelde rechten;
- 3° voor de regeling van de vastleggingen :
- a) de uitstaande vastleggingen op 1 januari;
- b) de tijdens het begrotingsjaar geboekte vastleggingen;
- c) de tijdens het begrotingsjaar geannuleerde vastleggingen;
- d) de tijdens het begrotingsjaar budgetair vereffende vastgestelde rechten;
- e) de uitstaande vastleggingen op 31 december.

HOOFDSTUK IV. — *De organisatie van de boekhouding en van de controle uitgeoefend door de uitvoerende macht*

Art. 29. Op voordracht van de minister van Begroting bepaalt de Koning de regels die voor de diensten, of voor een categorie van diensten, van toepassing zijn op het vlak van de organisatie van de boekhoudkundige en de begrotingsverrichtingen en definieert terzake de beslissings-, de uitvoerings-, de registratie-, de bewarende en de toezichtsfuncties. Die regels verzekeren de noodzakelijke scheiding van die functies en bepalen de manier waarop de personen die ervoor instaan verantwoording afleggen.

Le Roi peut déléguer aux ministres dont les services relèvent l'élaboration de règles particulières à ceux-ci.

Art. 30. Les entrées et sorties de fonds des services s'effectuent à l'intervention de leurs comptables.

Art. 31. Un audit interne est organisé auprès des services soumis à la présente loi.

L'audit interne est une fonction d'assurance et de conseil mise en place afin d'améliorer le fonctionnement de ces services notamment en matière de comptabilité et de procédures d'exécution du budget. L'audit interne est organisé et exécuté de manière indépendante.

Le Roi, sur proposition du Ministre du Budget, fixe les modalités d'organisation et d'intervention de l'audit interne en matière de budget et de comptabilité.

Les plans de travail de l'exécution de l'audit interne, ses constatations et ses recommandations, ainsi que les méthodologies utilisées sont communiqués sans délai au Ministre du Budget et à la Cour des comptes.

Art. 32. Le Conseil des Ministres surveille l'exécution du budget.

Il détermine l'attitude du gouvernement à l'égard des propositions de loi et des amendements d'initiative parlementaire dont l'adoption serait de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses. En cas d'urgence, cette compétence du Conseil des Ministres est exercée par le Ministre du Budget.

Sont soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et d'arrêté ministériel, de circulaire ou de décision :

1° pour lesquels les crédits sont insuffisants ou inexistant;

2° qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles.

Le Ministre du Budget peut décider pour des matières déterminées que l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances dispense de son accord préalable.

Art. 33. Sur proposition du Premier Ministre et du Ministre du Budget et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil, le Roi organise un contrôle administratif, budgétaire et de gestion.

Outre l'exercice de ce contrôle, les inspecteurs des finances assument la fonction de conseiller budgétaire et financier du ministre auprès duquel ils sont accrédités.

Les inspecteurs des finances rendent leurs avis en toute indépendance et conformément à la déontologie du Corps interfédéral de l'inspection des finances.

Les inspecteurs des finances accomplissent leur mission sur pièces et sur place. Ils ont accès à tous les dossiers et à toutes les archives des services soumis à la présente loi, et reçoivent de ces services tous les renseignements qu'ils demandent.

Ils ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services, ni donner d'ordres tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

Art. 34. Sur instruction donnée par le Ministre du Budget, les inspecteurs des finances peuvent être chargés d'une mission d'enquête auprès de tous les services soumis à la présente loi.

Les inspecteurs des finances disposent des pouvoirs d'investigation les plus larges pour l'accomplissement de cette mission.

De Koning kan aan de ministers van wie de diensten afhangen delegatie verlenen tot de opmaak van eraan verbonden bijzondere regels.

Art. 30. De geldbewegingen van de diensten geschieden door toedoen van hun rekenplichtigen.

Art. 31. Een interne audit wordt ingericht bij de diensten die aan de onderhavige wet zijn onderworpen.

De interne audit is een zekerheid en advies verstrekende activiteit, ingesteld ter verbetering van de werking van die diensten, onder meer met betrekking tot de boekhouding en de procedures van de uitvoering van de begroting. De interne audit wordt onafhankelijk ingericht en uitgeoefend.

Op voordracht van de Minister van Begroting bepaalt de Koning de modaliteiten van de organisatie en van de tussenkomst van de interne audit met betrekking tot de begroting en de boekhouding.

De werkplannen voor het uitvoeren van de interne audit, zijn vaststellingen en aanbevelingen, alsook de gebruikte methodologieën worden zonder uitzet aan de Minister van Begroting en aan het Rekenhof meegedeeld.

Art. 32. De Ministerraad houdt toezicht op de uitvoering van de begroting.

Hij bepaalt de houding van de regering ten opzichte van de wetsvoorstellen en de van het parlement uitgaande amendementen, waarvan de aanneming een weerslag zou kunnen hebben, hetzij op de ontvangsten, hetzij op de uitgaven. In dringende gevallen wordt deze bevoegdheid van de Ministerraad uitgeoefend door de Minister van Begroting.

Aan de voorafgaande akkoordbevinding van de Minister van Begroting worden voorgelegd de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk besluit en ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing :

1° waarvoor geen of onvoldoende kredieten bestaan;

2° waarvoor rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan.

De Minister van Begroting kan voor bepaalde aangelegenheden beslissen dat het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën vrijstelt van zijn voorafgaande akkoordbevinding.

Art. 33. Op voorstel van de Eerste Minister en van de Minister van Begroting, en na het advies van de in Raad vergaderde ministers, organiseert de Koning een administratieve, begrotings- en beheerscontrole.

Naast de uitoefening van die controle vervullen de inspecteurs van financiën het ambt van budgettaire en financiële raadgever van de minister bij wie ze zijn geaccrediteerd.

De inspecteurs van financiën brengen hun adviezen uit in volle onafhankelijkheid en in overeenstemming met de deontologie van het Interfederaal Korps van de inspectie van financiën.

De inspecteurs van financiën voeren hun opdracht uit op stukken en ter plaatse. Ze hebben toegang tot alle dossiers en alle archieven van de aan de onderhavige wet onderworpen diensten, en ontvangen van deze diensten alle inlichtingen die zij vragen.

Zij mogen niet deelnemen aan het beleid noch aan het beheer van de diensten en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

Art. 34. Op instructie van de Minister van Begroting kunnen de inspecteurs van financiën worden belast met een onderzoeksopdracht bij alle diensten onderworpen aan de onderhavige wet.

De inspecteurs van financiën beschikken voor het vervullen van deze taak over de ruimste onderzoeksbevoegdheid.

HOOFDSTUK V. — De aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen rekenplichtigen

Afdeling 1. — De rekenplichtigen

Art. 35. Aan de diensten toebehorende gelden of waarden, met inbegrip van de vastgestelde rechten, mogen alleen in bezit worden gehouden onder de verantwoordelijkheid van een rekenplichtige die aan de rechtsmacht van het Rekenhof is onderworpen en aan wie het beheer van die activa wordt toevertrouwd door of krachtens een wet of verordening.

CHAPITRE V. — *Les comptables justiciables de la Cour des comptes*

Section I^e. — Les comptables

Art. 35. Tout denier ou valeur appartenant aux services, en ce compris les droits constatés, ne peut être détenu que sous la responsabilité d'un comptable justiciable de la Cour des comptes, et à qui la gestion de cet actif est confiée par ou en vertu d'une loi ou d'un règlement.

La fonction de comptable justiciable de la Cour des comptes est incompatible avec celle d'ordonnateur.

Art. 36. Toute personne commise à la garde, à la conservation ou à l'emploi des matières appartenant aux services, est responsable de ces matières et en rend compte annuellement à la Cour des comptes.

Les comptes indiquent : les quantités et valeurs en magasin, les entrées, les sorties, la mise en consommation et en vente, ainsi que les quantités détruites, disparues ou mises au rebut.

Des procès-verbaux constatent ces divers mouvements et mutations dans cette partie du service.

Art. 37. Le Roi, sur la proposition conjointe du Ministre des Finances et du Ministre du Budget :

1° détermine la forme et les conditions de la désignation des comptables, ainsi que de leurs remplaçants durant leurs absences;

2° définit les droits et obligations de ces personnes;

3° fixe la procédure à suivre par l'autorité administrative pour la gestion des droits constatés, lorsque le comptable a accompli tous les actes de recouvrement nécessaires.

Art. 38. Le comptable répond devant la Cour des comptes de sa faute grave, de sa négligence grave et de sa faute légère à caractère répétitif, ayant facilité ou permis la survenance du déficit.

Section 2. — La régularisation et le recouvrement des déficits comptables

Art. 39. Annuellement, il est porté un crédit au budget, pour recevoir l'imputation et la régularisation des pertes résultant de déficits et d'événements extraordinaires.

Les pertes imputées sur le crédit mentionné ci-dessus sont consignées par l'administration compétente pour les Domaines, dans ses sommiers. Cette administration fait les diligences nécessaires pour en assurer le recouvrement sur les biens des débiteurs.

Art. 40. Si, après cinq années à compter de la date de l'arrêt de la Cour des comptes, une créance ouverte pour cause de déficit n'a pas été recouvrée, l'impossibilité du recouvrement est constatée par un procès-verbal, produit à l'appui du compte du comptable chargé du recouvrement du déficit.

Section 3. — Les comptes

Art. 41. Toute opération d'un comptable est enregistrée dans son compte de gestion.

Art. 42. Tout comptable rend compte à la Cour des comptes des opérations qu'il a effectuées au cours de l'année.

Les comptes doivent être remis à la Cour des comptes avant le 1^{er} mars de l'année qui suit celle pour laquelle ils sont formés, sans préjudice des délais fixés pour les comptes à rendre en cas de déficit, de mutation ou de cessation de fonctions comptables.

TITRE III. — Dispositions particulières applicables aux services

CHAPITRE I^{er}. — L'administration générale

Section I^{re}. — Le budget

Art. 43. Chaque année, la Chambre des représentants vote le budget de l'administration générale.

Art. 44. Le Conseil des Ministres décide des mesures indispensables à l'élaboration du budget.

Le Ministre du Budget élabore les projets de loi budgétaire et les amendements d'initiative gouvernementale à ces projets.

Art. 45. Les projets de budget des voies et moyens et de budget général des dépenses, ainsi qu'un exposé général relatif auxdits projets, sont déposés à la Chambre des représentants au plus tard le 31 octobre de l'année qui précède l'année budgétaire.

Art. 46. L'exposé général du budget contient notamment :

1° l'analyse et la synthèse des budgets;

2° un rapport économique;

3° un rapport financier;

4° une estimation pluriannuelle;

5° une note sur le vieillissement dans laquelle le gouvernement expose sa politique en matière de vieillissement.

Het ambt van aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen rekenplichtige is onverenigbaar met dat van ordonnateur.

Art. 36. Elke persoon belast met het bewaken, het bewaren of het gebruiken van de aan de diensten toebehorende waren, is verantwoordelijk voor die waren en legt hiervan jaarlijks rekening af aan het Rekenhof.

De rekeningen vermelden : de hoeveelheden en waarden in magazijn, wat is ingekomen, uitgegaan, verbruikt, verkocht, alsook de vernietigde, de verdwenen of de onbruikbare hoeveelheden.

Die verschillende omzettingen en veranderingen in dat deel van de dienst moeten blijken uit processen-verbaal.

Art. 37. Op gezamenlijke voordracht van de Minister van Financiën en van de Minister van Begroting bepaalt de Koning :

1° de vorm en de voorwaarden voor de aanstelling van de rekenplichtigen, alsook voor hun plaatsvervangers tijdens hun afwezigheden;

2° de rechten en verplichtingen van die personen;

3° de door de administratieve overheid te volgen procedure voor het beheer van vastgestelde rechten, wanneer de rekenplichtige alle noodzakelijke invorderingsdaden heeft vervuld.

Art. 38. De rekenplichtige staat voor het Rekenhof in voor zijn zware fout, zware nalatigheid en herhaaldelijk begane lichte fout, die het ontstaan van het tekort hebben vergemakkelijkt of mogelijk gemaakt.

Afdeling 2. — De regularisatie en de inning van rekenplichtige tekorten

Art. 39. Jaarlijks wordt op de begroting een krediet uitgetrokken waarop de aanrekening en de regularisatie geschiedt van de verliezen voortkomende uit tekorten en buitengewone voorvalen.

De op het hierboven vermelde krediet aangerekende verliezen worden door de administratie die bevoegd is voor de Domeinen in haar registers opgetekend. Die administratie neemt de vereiste maatregelen tot invordering ervan op de goederen van de schuldenaars.

Art. 40. Indien, na verloop van vijf jaar te rekenen van de datum van het arrest van het Rekenhof, een wegens tekort openstaande schuldbordering niet wordt geïnd, wordt de onmogelijkheid van de inning door een proces-verbaal vastgesteld, tot staving van de rekening van de rekenplichtige die met de invordering van het tekort is belast.

Afdeling 3. — De rekeningen

Art. 41. Elke verrichting van een rekenplichtige wordt geboekt in zijn beheersrekening.

Art. 42. Elke rekenplichtige legt rekening af aan het Rekenhof over de verrichtingen die hij heeft gedaan in de loop van het jaar.

De rekeningen worden aan het Rekenhof overgelegd vóór 1 maart van het jaar na dat waarvoor ze worden opgemaakt, onvermindert de termijnen vastgelegd voor de bij tekort, mutatie of het beëindigen van de rekenplichtige functies af te leggen rekeningen.

TITEL III. — Bijzondere bepalingen van toepassing op de diensten

HOOFDSTUK I. — Het algemeen bestuur

Afdeling 1. — De begroting

Art. 43. Elk jaar keurt de Kamer van volksvertegenwoordigers de begroting van het algemeen bestuur goed.

Art. 44. De ministerraad beslist over de maatregelen, noodzakelijk voor de opmaak van de begroting.

De Minister van Begroting stelt de ontwerpen van begrotingswet op en de amendementen van de regering bij deze ontwerpen.

Art. 45. De ontwerpen van de middelenbegroting en van algemene uitgavenbegroting worden, samen met een algemene toelichting bij die ontwerpen, ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers uiterlijk op 31 oktober van het jaar dat het begrotingsjaar voorafgaat.

Art. 46. De algemene toelichting bij de begroting bevat inzonderheid :

1° de ontleding en de synthese van de begrotingen;

2° een economisch verslag;

3° een financieel verslag;

4° een meerjarenraming;

5° een Zilvernota, waarin de regering haar beleid met betrekking tot de vergrijzing uiteenzet.

Art. 47. Le budget des voies et moyens autorise la perception de l'impôt conformément aux lois, arrêtés et tarifs qui s'y rapportent. Il contient l'évaluation des recettes de l'administration générale et autorise, dans les limites et conditions qu'il précise, la conclusion des emprunts.

Un inventaire de toutes les dépenses fiscales est joint au projet de budget des voies et moyens.

Les dépenses fiscales comprennent tous les abattements, réductions et exceptions au régime général d'imposition dont bénéficient des contribuables ou des activités d'ordre économique, social ou culturel pendant l'année budgétaire.

Le budget des voies et moyens est approuvé par la Chambre des représentants au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède l'année budgétaire.

Art. 48. Le budget général des dépenses prévoit et autorise les dépenses, par programme, de l'administration générale.

Les crédits afférents aux programmes regroupent distinctement les moyens budgétaires qui se rapportent aux frais de fonctionnement et aux objectifs des programmes d'activités.

Le budget général des dépenses définit, s'il y a lieu, les conditions relatives aux dépenses. En l'absence d'une loi organique, tout subside doit faire l'objet dans le budget général des dépenses d'une disposition spéciale qui en précise la nature; ces subsides peuvent être octroyés aux conditions fixées par le Roi sur proposition du Ministre du Budget.

Le budget général des dépenses est approuvé par la Chambre des représentants au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède l'année budgétaire.

Art. 49. Sans préjudice de l'article 19, les documents budgétaires mentionnent également, à titre d'information :

1° en ce qui concerne les recettes, l'estimation des montants perçus pendant l'année, découlant des droits constatés imputés au budget;

2° en ce qui concerne les dépenses, l'estimation des paiements, par programme, pendant l'année, découlant des droits constatés imputés sur des crédits de liquidation.

Art. 50. La justification du budget général des dépenses se compose de notes exposant les lignes générales de la politique des services publics fédéraux et, par division organique, les missions assignées et, par programme, les objectifs poursuivis, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser. Elle comprend en outre une ventilation de l'inventaire visé à l'article 47, alinéa 2, et précise ainsi dans quelle mesure des dépenses fiscales contribuent à la réalisation des objectifs poursuivis par chaque programme.

Art. 51. Les crédits afférents aux programmes sont ventilés dans les tableaux budgétaires en allocations de base conformément à la classification économique, avec indication des dépenses affectées au service financier de dépenses préfinancées. Cette disposition ne s'applique pas aux crédits prévus pour les dotations.

Art. 52. Le ministre compétent peut, pendant l'année budgétaire et après accord du Ministre du Budget, procéder à une nouvelle ventilation des allocations de base :

1° dans les limites des crédits d'engagement de chacun des programmes du budget général des dépenses;

2° dans les limites des crédits de liquidation de chacune des sections du budget général des dépenses.

Ces nouvelles ventilations sont communiquées sans délai à la Chambre des représentants et à la Cour des comptes.

Art. 47. De middelenbegroting verleent machtiging voor de invordering van de belasting overeenkomstig de wetten, besluiten en tarieven die er betrekking op hebben. Ze bevat de raming van de ontvangsten van het algemeen bestuur en verleent machtiging, binnen de grenzen en onder de voorwaarden die ze bepaalt, tot het aangaan van leningen.

Bij het ontwerp van middelenbegroting wordt een inventaris van alle fiscale uitgaven gevoegd.

De fiscale uitgaven omvatten alle aftrekken, verminderingen en uitzonderingen op het algemeen stelsel van belastingheffing, die gedurende het begrotingsjaar gelden ten voordele van belastingplichtigen of van economische, sociale of culturele activiteiten.

De middelenbegroting wordt uiterlijk op 31 december van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat door de Kamer van volksvertegenwoordigers goedgekeurd.

Art. 48. De algemene uitgavenbegroting voorziet in en verleent machtiging voor de uitgaven, per programma, van het algemeen bestuur.

De kredieten voor de programma's groeperen onderscheidenlijk de begrotingsmiddelen die betrekking hebben op de werkingskosten en op de doelstellingen van de activiteitenprogramma's.

De algemene uitgavenbegroting bepaalt, zo nodig, de aan de uitgaven verbonden voorwaarden. Bij ontstentenis van een organieke wet, moet er voor elke subsidie in de algemene uitgavenbegroting een speciale bepaling zijn die de aard van de subsidie preciseert; die subsidies kunnen worden toegekend onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning, op voordracht van de Minister van Begroting.

De algemene uitgavenbegroting wordt uiterlijk op 31 december van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat door de Kamer van volksvertegenwoordigers goedgekeurd.

Art. 49. Onverminderd artikel 19 vermelden de begrotingsdocumenten eveneens, ter informatie :

1° wat de ontvangsten betreft, de raming van de inningen tijdens het jaar die voortvloeien uit de op de begroting aangerekende vastgestelde rechten;

2° wat de uitgaven betreft, de raming van de betalingen, per programma, tijdens het jaar, die voortvloeien uit de op vereffeningenkredieten aangerekende vastgestelde rechten.

Art. 50. De verantwoording van de algemene uitgavenbegroting is samengesteld uit nota's waarin de algemene beleidslijnen van de federale overheidsdiensten worden uiteengezet en, per organisatieafdeling, de toegewezen opdrachten en, per programma, de nagestreefde doelstellingen, alsook de aan te wenden middelen om deze te bereiken. Ze bevat daarenboven een uitsplitsing van de in artikel 47, tweede lid, bedoelde inventaris en preciseert aldus in welke mate fiscale uitgaven bijdragen tot het bereiken van de doelstellingen van elk programma.

Art. 51. De kredieten voor de programma's worden in de begrotingstabellen volgens de economische classificatie opgesplitst in basisallocaties, met opgave van de uitgaven bestemd voor de financiële dienst van geprefinancierde uitgaven. Deze bepaling geldt niet voor de kredieten ingeschreven voor de dotaties.

Art. 52. De bevoegde minister kan tijdens het begrotingsjaar en met de instemming van de Minister van Begroting, de basisallocaties herverdelen :

1° binnen de perken van de vastleggingskredieten van elk van de programma's van de algemene uitgavenbegroting;

2° binnen de perken van de vereffeningenkredieten van elk van de secties van de algemene uitgavenbegroting.

Deze herverdelingen worden zonder verwijl aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan het Rekenhof medegedeeld.

Art. 53. Il est procédé chaque année, dans le courant du premier trimestre, à un contrôle budgétaire en vue d'ajuster éventuellement le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses. Le cas échéant, des projets d'ajustement seront déposés à la Chambre des représentants au plus tard le 30 avril.

Ces ajustements sont approuvés par la Chambre des représentants avant le 30 juin.

L'article 51 est également d'application aux projets d'ajustement du budget général des dépenses.

Art. 54. Le cas échéant, la Cour des comptes communique à la Chambre des représentants ses remarques sur les documents visés aux articles 45, 50, 51, 52 en 53.

Art. 55. S'il apparaît que le budget général des dépenses ne pourra être approuvé avant le début de l'année budgétaire, la loi ouvre les crédits provisoires nécessaires au fonctionnement des services et à valoir sur le budget de cette année budgétaire.

Le cas échéant, des projets de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget pour la même année sont déposés à la Chambre des représentants.

Art. 56. La loi ouvrant des crédits provisoires fixe la période à laquelle ces crédits se rapportent.

La période pour laquelle des crédits d'engagement et de liquidation sont alloués ne peut excéder quatre mois, sauf si des obligations légales ou contractuelles requièrent qu'ils le soient pour une période d'une autre durée.

Art. 57. Les crédits provisoires sont calculés sur la base des crédits correspondants du dernier budget général des dépenses qui a été approuvé.

Les crédits provisoires ne peuvent être affectés à des dépenses d'une nature nouvelle non autorisées antérieurement par le législateur.

Sauf dispositions particulières des lois ouvrant des crédits provisoires, les dépenses ne pourront dépasser le montant des crédits par programme du dernier budget qui a été approuvé, et ce proportionnellement à la période à laquelle ces crédits provisoires se rapportent.

Art. 58. La publication du budget général des dépenses au *Moniteur belge* rend caduques les lois ouvrant des crédits provisoires.

Art. 59. Toute loi susceptible d'entraîner une dépense non prévue au budget doit ouvrir les crédits nécessaires à son exécution pendant l'année en cours, et, s'il y a lieu, pendant l'année suivante.

Section 2. — L'exécution du budget

Art. 60. L'ensemble des recettes s'applique à l'ensemble des dépenses.

Art. 61. Les ministres ne peuvent engager ou liquider aucune dépense au-delà des crédits ouverts à chacun d'eux ou au-delà des autorisations accordées par le Conseil des Ministres en vertu de l'article 70.

Ils ne peuvent accroître par aucune ressource particulière, le montant des crédits alloués pour les dépenses de leurs services respectifs.

La Cour des comptes a accès en permanence et en temps réel aux imputations budgétaires. Elle informe sans délai le ministre compétent, le Ministre du Budget et, le cas échéant, la Chambre des représentants de tout dépassement ou de tout transfert de crédit des dépenses constaté.

Art. 62. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 60, une loi organique peut créer des fonds budgétaires en affectant certaines recettes à des dépenses dont elle définit l'objet.

§ 2. Les crédits d'engagement et les crédits de liquidation afférents à chaque fonds budgétaire varient en fonction des montants perçus des recettes visées au § 1^{er}. Ces crédits sont augmentés des crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire précédente et utilisables dès le début de l'année budgétaire.

Art. 53. Ieder jaar wordt in de loop van het eerste trimester een begrotingscontrole uitgevoerd met het oog op de eventuele aanpassing van de middelenbegroting en de algemene uitgavenbegroting. In voorkomend geval worden ontwerpen tot aanpassing uiterlijk op 30 april ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Deze aanpassingen worden vóór 30 juni door de Kamer van volksvertegenwoordigers goedgekeurd.

Artikel 51 is eveneens van toepassing op de ontwerpen van aanpassing van de algemene uitgavenbegroting.

Art. 54. In voorkomend geval deelt het Rekenhof aan de Kamer van volksvertegenwoordigers zijn opmerkingen mee aangaande de documenten bedoeld in de artikelen 45, 50, 51, 52 en 53.

Art. 55. Indien blijkt dat de algemene uitgavenbegroting niet vóór de aanvang van het begrotingsjaar kan worden goedgekeurd, opent de wet voorlopige kredieten die voor de werking van de diensten noodzakelijk zijn en in mindering komen van de begroting van dat begrotingsjaar.

In voorkomend geval worden wetsontwerpen waarbij nieuwe voorlopige kredieten worden geopend, welke in mindering komen van de begroting voor hetzelfde begrotingsjaar, bij de Kamer van volksvertegenwoordigers ingediend.

Art. 56. De wet waarbij voorlopige kredieten worden geopend, stelt de termijn vast waarop de kredieten betrekking hebben.

De termijn waarvoor vastleggings- en vereffeningsskredieten worden toegekend, mag niet meer dan vier maanden bedragen, behalve wanneer wettelijke of contractuele verplichtingen een andere termijn opleggen.

Art. 57. De voorlopige kredieten worden berekend op grond van de overeenkomstige kredieten in de laatst goedgekeurde algemene uitgavenbegroting.

De voorlopige kredieten mogen niet worden aangewend voor uitgaven van een nieuwe aard waartoe de wetgever voordien geen machtiging heeft verleend.

Behoudens bijzondere bepalingen van de wetten waarbij voorlopige kredieten worden geopend, mogen de uitgaven niet hoger liggen dan de bedragen van de kredieten per programma van de laatst goedgekeurde begroting, en dit in verhouding tot de termijn waarop de voorlopige kredieten betrekking hebben.

Art. 58. De bekendmaking van de algemene uitgavenbegroting in het *Belgisch Staatsblad* doet de wetten waarbij voorlopige kredieten worden geopend, vervallen.

Art. 59. Elke wet waardoor een niet op de begroting voorziene uitgave kan ontstaan moet de nodige kredieten openen voor het lopende jaar, en, indien het nodig blijkt, voor het volgende jaar.

Afdeling 2. — De uitvoering van de begroting

Art. 60. De gezamenlijke ontvangsten zijn bestemd voor de gezamenlijke uitgaven.

Art. 61. De ministers mogen geen enkele uitgave vastleggen of vereffenen boven de voor ieder van hen bij wet geopende kredieten of boven de machtigingen verleend door de Ministerraad krachtens artikel 70.

Ze mogen het bedrag van de kredieten, bestemd voor de uitgaven van hun onderscheiden diensten, niet verhogen door bijzondere inkomsten.

Het Rekenhof heeft permanent en onmiddellijk toegang tot de budgettaire aanrekeningen. Het licht zonder uitstel de bevoegde minister, de Minister van Begroting en, in voorkomend geval, de Kamer van volksvertegenwoordigers in over elke vastgestelde overschrijding of overschrijving van de uitgavenkredieten.

Art. 62. § 1. In afwijking van artikel 60 kan een organieke wet begrotingsfondsen oprichten door voor uitgaven, waarvan zij het voorwerp vaststelt, sommige ontvangsten te bestemmen.

§ 2. De vastleggingskredieten en de vereffeningsskredieten betreffende elk begrotingsfonds variëren in functie van de geïnde bedragen van de § 1 bedoelde ontvangsten. Die kredieten worden vermeerderd met de op het einde van het vorige begrotingsjaar beschikbare kredieten die vanaf de aanvang van het begrotingsjaar mogen worden aangewend.

Les fonds budgétaires ne peuvent pas être alimentés par des crédits du budget général des dépenses.

Le montant des engagements annulés des fonds budgétaires s'ajoute au crédit disponible pour engagement.

La loi visée au § 1^{er} peut autoriser que des engagements soient pris à charge d'une autorisation d'engagement accordée dans le budget. Dans ce cas, les liquidations s'effectuent seulement à concurrence du crédit de liquidation disponible que présente le fonds budgétaire concerné. Le solde disponible des autorisations d'engagement à la fin de l'année budgétaire est annulé.

§ 3. Le budget des voies et moyens mentionne les estimations des recettes affectées aux dépenses des fonds budgétaires.

Le budget général des dépenses mentionne :

1° l'estimation des crédits définis au § 2, en distinguant :

a) les crédits variables disponibles à la fin de l'année budgétaire précédente;

b) les crédits variables qui se forment pendant l'année budgétaire;

c) en ce qui concerne les crédits d'engagement, le montant des engagements à annuler pendant l'année budgétaire, visés au § 2, alinéa 3;

2° l'estimation des opérations de dépenses sur les crédits variables;

3° l'estimation des crédits variables non utilisés à la fin de l'année budgétaire.

Les montants mentionnés dans l'alinéa précédent sont ajustés lors du contrôle budgétaire visé à l'article 53.

Art. 63. Par dérogation aux articles 60 et 62, le Ministre des Finances est autorisé à prélever au fur et à mesure des besoins, une partie des recettes fiscales pour l'affecter aux dépenses faites en exécution de la loi, à titre de remboursement d'impôts directs ou indirects, d'intérêts de retard et d'amendes.

Des fonds de restitution sont ouverts d'office au budget pour les sommes indûment perçues par le Ministre des Finances. Ils mentionnent l'estimation des recettes qui ne sont pas comptabilisées au budget des voies et moyens et des dépenses qui ne sont pas comptabilisées au budget général des dépenses.

Les comptables qui ont perçu des sommes indues peuvent, à concurrence de leur montant, en disposer directement sur leur compte afin de pourvoir à leur restitution et au paiement des intérêts de retard y afférents, conformément aux lois et arrêtés en vigueur.

Art. 64. La comptabilité budgétaire enregistre également les opérations visées à l'article 49.

Art. 65. Aucune sortie de fonds ne peut se faire sans l'intervention du Ministre des Finances, sauf les exceptions établies par la loi.

Art. 66. Le Ministre des Finances peut octroyer des avances aux comptables des services publics fédéraux afin de couvrir des dépenses dont la nature est déterminée par le Roi.

Art. 67. Par dérogation à l'article 22, alinéa 2, en cas d'extrême urgence, d'un degré tel que le paiement ne puisse souffrir aucun délai à peine de préjudice grave, le Conseil des Ministres peut, sous sa responsabilité, et par délibération motivée qu'il transmet simultanément à la Chambre des représentants et à la Cour des comptes, requérir de cette dernière l'octroi d'un visa d'urgence.

Les projets de délibération sont soumis au Conseil des Ministres par le Ministre du Budget.

Lorsque à la suite de circonstances exceptionnelles, le Conseil des Ministres ne peut se réunir en temps voulu, la décision est prise conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre du Budget.

En pareils cas, la Cour des comptes limite son contrôle à l'examen de l'exactitude de la créance et fait parvenir sans délai ses observations à la Chambre des représentants.

De begrotingsfondsen kunnen niet worden gestijfd met kredieten van de algemene uitgavenbegroting.

Het bedrag van de geannuleerde vastleggingen van de begrotingsfondsen wordt bij het voor vastlegging beschikbare krediet gevoegd.

De in § 1 bedoelde wet kan toestaan dat vastleggingen mogen worden aangegaan ten laste van een in de begroting toegestane vastleggingsmachtiging. In dat geval geschieden de vereffeningen slechts ten belope van het op het betrokken begrotingsfonds beschikbare vereffningskrediet. Het op het einde van het begrotingsjaar beschikbare saldo van de vastleggingsmachtigingen wordt geannuleerd.

§ 3. De middelenbegroting vermeldt de ramingen van de voor de uitgaven bestemde ontvangsten van de begrotingsfondsen.

De algemene uitgavenbegroting vermeldt :

1° de raming van de volgens § 2 bepaalde kredieten, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

a) de op het einde van het vorige begrotingsjaar beschikbare variabele kredieten;

b) de variabele kredieten die tijdens het begrotingsjaar zullen worden gevormd;

c) wat de vastleggingskredieten betreft, het bedrag van de tijdens het begrotingsjaar te annuleren vastleggingen bedoeld in § 2, derde lid;

2° de raming van de uitgavenverrichtingen op de variabele kredieten;

3° de raming van de op het einde van het begrotingsjaar niet aangewende variabele kredieten.

De in het vorige lid vermelde bedragen worden aangepast naar aanleiding van de begrotingscontrole bedoeld in artikel 53.

Art. 63. In afwijking van de artikelen 60 en 62 wordt de Minister van Financiën gemachtigd om, naargelang van de behoeften, een gedeelte van de fiscale ontvangsten aan te wenden voor de ter uitvoering van de wet gedane uitgaven uit hoofde van terugbetaling van directe of indirecte belastingen, verwijlinteressen en boeten.

Voor de door de Minister van Financiën ten onrechte geïnde sommen worden op de begroting ambtshalve terugbetalingsfondsen geopend. Zij bevatten de ramingen van de ontvangsten die niet op de middelenbegroting worden aangerekend en van de uitgaven die niet op de algemene uitgavenbegroting worden aangerekend.

De rekenplichtigen die niet-verschuldigde sommen hebben geïnd, kunnen er, ten belope van dat bedrag, rechtstreeks op hun rekening over beschikken om overeenkomstig de geldende wetten en besluiten te voorzien in de terugbetaling ervan en in de betaling van de eraan verbonden verwijlinteressen.

Art. 64. De begrotingscomptabiliteit registreert eveneens de verrichtingen bedoeld in artikel 49.

Art. 65. Geen uitgave kan worden gedaan zonder de tussenkomst van de Minister van Financiën, behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen.

Art. 66. De Minister van Financiën kan voorschotten toekennen aan rekenplichtigen van de federale Staatsdiensten teneinde uitgaven te dekken waarvan de aard wordt vastgesteld door de Koning.

Art. 67. In afwijking van artikel 22, tweede lid, en in spoedeisende gevallen, wanner de betaling niet kan uitblijven zonder dat er een ernstig nadeel uit voortvloeit, kan de Ministerraad, op zijn eigen verantwoordelijkheid en met een met redenen omklede beslissing die hij tegelijkertijd aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en het Rekenhof overzendt, van dit hof een dringend visum vorderen.

De ontwerpen van beslissing worden door de Minister van Begroting aan de Ministerraad voorgelegd.

Wanneer door uitzonderlijke omstandigheden de Ministerraad niet tijdig kan bijeenkommen, wordt deze beslissing gezamenlijk genomen door de Minister van Financiën en de Minister van Begroting.

In zodanige gevallen beperkt het Rekenhof zijn controle tot het onderzoek van de juistheid van de schuldbordering en zendt het zijn opmerkingen onverwijld over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Le projet de loi nécessaire à la régularisation de la dépense est déposé à la Chambre des représentants dans un délai d'un mois à compter de la délibération.

Art. 68. Toute entrée de fonds dans les caisses de l'administration générale est centralisée sur le compte du Trésor.

Art. 69. Le Ministre du Budget transmet périodiquement à la Chambre des représentants et à la Cour des comptes l'état des crédits, ainsi que de leur affectation, par programme et par allocation de base.

Art. 70. § 1^{er}. Dans les cas d'urgence amenés par des circonstances exceptionnelles ou imprévisibles, le Conseil des Ministres peut, par délibération motivée, autoriser l'engagement, la liquidation et le paiement des dépenses au-delà de la limite des crédits budgétaires ou, en l'absence de crédits, à concurrence du montant fixé par la délibération. La délibération du Conseil des Ministres peut porter sur une autorisation tendant à augmenter le crédit budgétaire d'engagement sans modification du crédit de liquidation, sur une autorisation tendant à augmenter le crédit de liquidation sans modification du crédit d'engagement, ou sur une autorisation d'engagement donnée dans le dispositif de la loi budgétaire.

Les projets de délibération sont soumis au Conseil des Ministres par le Ministre du Budget.

Les engagements et les liquidations de dépenses autorisées par la délibération sont enregistrés de façon distincte dans la comptabilité.

Le texte des délibérations est immédiatement communiqué à la Chambre des représentants et à la Cour des comptes. Cette dernière fait, éventuellement, parvenir sans délai ses observations à la Chambre des représentants.

§ 2. Les autorisations visées par les délibérations font l'objet d'un projet de loi tendant à ouvrir les crédits nécessaires.

La délibération doit faire l'objet d'un projet de loi ad hoc dans les cas suivants :

1° lorsque la délibération porte sur un montant d'au moins 5 millions d'euros;

2° lorsque la délibération autorise une dépense d'au moins 500 000 euros qui représente au moins 15 pour-cent du crédit à charge duquel cette dépense s'impute.

Toute exécution (engagement, liquidation ou paiement) de la délibération est suspendue jusqu'au dépôt du projet de loi ad hoc visé à l'alinéa 2.

Lorsque des délibérations successives concernent le même article, les montants qu'elles autorisent sont additionnés pour l'application de ces dispositions.

§ 3. Le paragraphe 2 n'est pas applicable aux délibérations qui autorisent des dépenses pour lesquelles des crédits sont prévus dans un projet de loi déjà déposé.

Le paragraphe 2, alinéa 2 n'est pas applicable lorsque le Conseil des ministres décide de bloquer certains autres crédits à concurrence du montant autorisé dans la délibération; celle-ci contient l'indication des crédits bloqués.

§ 4. Le Conseil des Ministres ventile en allocations de base les montants des autorisations données au-delà ou en dehors des crédits ouverts par la loi.

Art. 71. Des fonds d'attribution sont ouverts d'office au budget général des dépenses pour les parts du produit d'impôts, perceptions et versements attribués à d'autres autorités publiques. Ils mentionnent l'estimation des recettes qui ne sont pas comptabilisées au budget des voies et moyens et que le Ministre des Finances peut mettre directement à la disposition des autorités concernées, conformément aux lois et arrêtés qui en règlent l'attribution.

Section 3. — Le compte général

Art. 72. Le compte général de l'administration générale est établi par le Ministre du Budget et envoyé à la Cour des comptes avant le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Art. 73. Chaque service de l'administration générale établit la partie du compte d'exécution du budget qui le concerne et l'envoie au Ministre du Budget avant le 1^{er} mars de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Le Roi, sur proposition du Ministre du Budget, détermine la forme dans laquelle le compte d'exécution du budget doit être établi.

Het voor de regularisatie van de uitgave vereiste wetsontwerp wordt binnen de maand na de beslissing bij de Kamer van volksvertegenwoordigers ingediend.

Art. 68. Alle in de kassen van het algemeen bestuur ontvangen geld wordt gecentraliseerd op de rekening van de Staatskas.

Art. 69. De Minister van Begroting zendt periodiek de stand van de kredieten evenals van hun aanwending, per programma en per basisallocatie, aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan het Rekenhof.

Art. 70. § 1. In dringende gevallen, veroorzaakt door uitzonderlijke of onvoorzienbare omstandigheden, kan de Ministerraad, bij gemotiveerde beraadslaging, machtiging verlenen tot het vastleggen, het vereffenen en het betalen van uitgaven boven de limiet van de begrotingskredieten of, bij ontstentenis van kredieten, ten belope van het door de beraadslaging vastgesteld bedrag. De beslissing van de Ministerraad kan betrekking hebben op een machtiging die ertoe strekt het budgettaire vastleggingskrediet te verhogen zonder wijziging van het vereffeningskrediet, op een machtiging strekkende tot verhoging van het vereffeningskrediet zonder wijziging van het vastleggingskrediet of op een vastleggingsmachtiging verleend in het beschikkend gedeelte van de begrotingswet.

De ontwerpen van beslissing worden door de Minister van Begroting aan de Ministerraad voorgelegd.

De uitgavenvastleggingen en -vereffeningen die de beraadslaging toestaat worden afzonderlijk geregistreerd in de boekhouding.

De tekst van de beraadslagingen wordt onmiddellijk aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en het Rekenhof meegedeeld. Eventueel doet dit laatste onverwijd zijn opmerkingen toekomen aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

§ 2. De bij de beslissing bedoelde machtigingen worden opgenomen in een wetsontwerp waarbij de nodige kredieten worden geopend.

De beraadslaging moet in de volgende gevallen het voorwerp uitmaken van een wetsontwerp ad hoc :

1° wanneer de beslissing betrekking heeft op een bedrag van ten minste 5 miljoen euro;

2° wanneer de beslissing machtiging verleent voor een uitgave van ten minste 500 000 euro, die ten minste 15 procent vertegenwoordigt van het krediet ten laste waarvan die uitgave wordt aangerekend.

Iedere uitvoering (vastlegging, vereffening of betaling) van de beslissing wordt opgeschorst tot het in het tweede lid bedoelde wetsontwerp ad hoc is ingediend.

Wanneer beslissingen achtereenvolgens betrekking hebben op hetzelfde artikel, worden de bedragen waarvoor zij machtiging verlenen, samengevoegd voor de toepassing van deze bepalingen.

§ 3. Paragraaf 2 is niet van toepassing op de beslissingen die machtiging verlenen voor uitgaven waarvoor kredieten zijn uitgetrokken in een reeds ingediend wetsontwerp.

Paragraaf 2, tweede lid, is niet van toepassing wanneer de Ministerraad beslist bepaalde andere kredieten te blokkeren ten belope van het in de beslissing vastgestelde bedrag; in de beslissing worden de geblokkeerde kredieten aangegeven.

§ 4. De Ministerraad verdeelt, in basisallocaties, de bedragen van de machtigingen die boven of naast de door de wet geopende kredieten worden verleend.

Art. 71. Voor de gedeelten van de opbrengst van belastingen, heffingen en stortingen die zijn toegewezen aan andere openbare overheden, worden in de algemene uitgavenbegroting ambtshalve toewijzingsfondsen geopend. Zij bevatten de ramingen van de ontvangsten die niet op de middelenbegroting worden aangerekend en die de minister van Financiën rechtstreeks ter beschikking kan stellen van de betrokken overheden overeenkomstig de wetten en besluiten die er de toewijzing van regelen.

Afdeling 3. — De algemene rekening

Art. 72. De algemene rekening van het algemeen bestuur wordt door de Minister van Begroting opgemaakt en aan het Rekenhof toegezonden vóór 31 maart van het jaar na dat waarop ze betrekking heeft.

Art. 73. Elke dienst van het algemeen bestuur maakt het gedeelte van de rekening van uitvoering van de begroting op dat op hem betrekking heeft en zendt dat aan de minister van Begroting vóór 1 maart van het jaar na dat waarop ze betrekking heeft.

Op voordracht van de Minister van Begroting bepaalt de Koning de vorm waarin de rekening van uitvoering van de begroting moet worden opgemaakt.

Art. 74. Conformément à l'article 49, l'annexe au compte d'exécution du budget de l'administration générale comprend également :

1° pour les recettes :

- a) l'estimation des montants perçus mentionnée dans le budget;
 - b) les droits constatés au cours des années précédentes qui n'étaient pas perçus au début de l'année budgétaire;
 - c) les montants perçus pendant l'année budgétaire;
 - d) les droits constatés restant à percevoir;
 - e) la différence entre les estimations et les montants perçus;
- 2° pour les dépenses :
- a) l'estimation des paiements mentionnée dans le budget;
 - b) les droits liquidés au cours des années précédentes qui n'étaient pas payés au début de l'année budgétaire;
 - c) les paiements effectués pendant l'année budgétaire;
 - d) les droits liquidés restant à payer;
 - e) la différence entre les estimations et les paiements.

Art. 75. Avant le 31 mai de l'année qui suit l'année budgétaire, la Cour des comptes transmet le compte général de l'administration générale à la Chambre des représentants avec ses observations.

Art. 76. Avant le 30 juin de l'année qui suit l'année budgétaire, le ministre du Budget dépose à la Chambre des représentants le projet de loi visant à approuver le compte général de l'administration générale.

CHAPITRE II. — *Les services administratifs à comptabilité autonome*

Art. 77. Les services administratifs à comptabilité autonome sont des services dont la gestion et la comptabilité sont séparées par une loi de celles des services d'administration générale, sans que la personnalité juridique ne leur soit accordée.

Art. 78. Chaque service administratif à comptabilité autonome établit un budget annuel des recettes et des dépenses, dont les règles de présentation sont fixées par le Roi, sur proposition du Ministre du Budget.

Le budget prévoit les dépenses liées directement au volume d'activité du service qui sont autorisées sans limite de montant.

Art. 79. Le projet de budget est élaboré par les organes de gestion. Après accord du ministre dont le service relève, ce projet est transmis pour approbation à la Chambre des représentants conjointement avec le projet de budget général des dépenses.

Le cas échéant, les services administratifs à comptabilité autonome sont soumis à la loi ouvrant des crédits provisoires, conformément aux articles 55 à 58.

Art. 80. Les services administratifs à comptabilité autonome disposent d'une gestion de caisse autonome.

Ces services peuvent recevoir des dotations, à charge du budget général des dépenses, dont le Roi fixe les règles de paiement, sur proposition du Ministre du Budget.

Les services administratifs à comptabilité autonome veillent à tout moment à maintenir le paiement de leurs dépenses dans les limites des moyens de caisse disponibles.

Art. 81. Le compte général des services administratifs à comptabilité autonome est dressé par les organes de gestion et approuvé par le ministre dont le service relève, qui l'envoie au Ministre du Budget, au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Art. 74. Overeenkomstig artikel 49 bevat de toelichting bij de rekening van uitvoering van de begroting van het algemeen bestuur eveneens :

1° voor de ontvangsten :

- a) de in de begroting vermelde raming van de inningen;
- b) de rechten die zijn vastgesteld in de loop van de voorgaande jaren en die niet geïnd waren aan het begin van het begrotingsjaar;

c) de tijdens het begrotingsjaar geïnde bedragen;

d) de vastgestelde rechten die nog moeten worden geïnd;

e) het verschil tussen de ramingen en de inningen;

2° voor de uitgaven :

- a) de in de begroting vermelde raming van de betalingen;
- b) de rechten die vereffend zijn in de loop van de voorafgaande jaren en die niet betaald waren aan het begin van het begrotingsjaar;
- c) de tijdens het begrotingsjaar verrichte betalingen;
- d) de vereffende rechten die nog moeten worden betaald;
- e) het verschil tussen de ramingen en de betalingen.

Art. 75. Vóór 31 mei van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar maakt het Rekenhof de algemene rekening van het algemeen bestuur met zijn opmerkingen over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Art. 76. Vóór 30 juni van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar dient de minister van Begroting bij de Kamer van volksvertegenwoordigers het wetsontwerp in tot goedkeuring van de algemene rekening van het algemeen bestuur.

HOOFDSTUK II. — *De administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie*

Art. 77. De administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie zijn diensten waarvan het beheer en de boekhouding door een wet zijn gescheiden van die van het algemeen bestuur, zonder dat hen een afzonderlijke rechtspersoonlijkheid wordt toegekend.

Art. 78. Elke administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie stelt jaarlijks een begroting van de ontvangsten en de uitgaven op waarvan de regels van voorstelling door de Koning, op voordracht van de Minister van Begroting, worden bepaald.

De begroting voorziet in de uitgaven die rechtstreeks verband houden met het activiteiteniveau van de dienst, die zonder beperking van het bedrag worden gemachtigd.

Art. 79. Het begrotingsontwerp wordt opgesteld door de organen van beheer. Na akkoord van de minister van wie de dienst afhangt, wordt het ontwerp voor goedkeuring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers overgezonden samen met het ontwerp van algemene uitgavenbegroting.

In voorkomend geval zijn de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie onderworpen aan de wet waarbij voorlopige kredieten worden geopend, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 55 tot 58.

Art. 80. De administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie beschikken over een autonoom kasbeheer.

Die diensten kunnen dotaties ontvangen ten laste van de algemene uitgavenbegroting waarvan de Koning, op voordracht van de Minister van Begroting, de regels voor de betaling vaststelt.

De administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie waken er te allen tijde over dat de betaling van hun uitgaven binnen de perken van de beschikbare kasmiddelen blijven.

Art. 81. De algemene rekening van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie wordt opgemaakt door de beheersorganen en goedgekeurd door de minister van wie de dienst afhangt, die ze uiterlijk op 1 maart van het jaar dat volgt op het jaar waarop ze betrekking heeft, overzendt aan de Minister van Begroting.

Art. 82. Les comptes généraux des services administratifs à comptabilité autonome sont envoyés par le Ministre du Budget à la Cour des comptes avant le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Art. 83. Avant le 31 mai de l'année qui suit l'année budgétaire, la Cour des comptes transmet les comptes généraux des services administratifs à comptabilité autonome à la Chambre des représentants avec ses observations.

Art. 84. Avant le 30 juin de l'année qui suit l'année budgétaire, le Ministre du Budget dépose à la Chambre de représentants le projet de loi visant à approuver les comptes généraux des services administratifs à comptabilité autonome.

CHAPITRE III. — *Les organismes administratifs publics*

Art. 85. Les organismes administratifs publics sont répartis entre :

1° d'une part, les organismes à gestion ministérielle, soumis directement à l'autorité du ministre dont ils relèvent et auquel sont confiés les pouvoirs de gestion;

2° et d'autre part, les organismes à gestion autonome, bénéficiant d'une autonomie organique, sans préjudice des pouvoirs de tutelle et de contrôle du ministre dont ils relèvent.

Art. 86. Chaque organisme administratif public établit un budget annuel des recettes et des dépenses, dont les règles de présentation sont fixées par le Roi, sur proposition du Ministre du Budget.

Le budget des organismes administratifs publics peut comporter des crédits de dépenses non limitatifs.

Art. 87. § 1^{er}. Le projet de budget de chaque organisme administratif public à gestion ministérielle est établi par le ministre dont l'organisme relève et transmis au Ministre du Budget.

Ces projets de budget sont déposés pour approbation à la Chambre des représentants, conjointement avec le projet de budget général des dépenses de l'administration générale.

L'approbation, par la Chambre, des budgets des organismes administratifs publics à gestion ministérielle est acquise par le vote des dispositions qui les concernent dans la loi fixant le budget général des dépenses de l'administration générale.

§ 2. Le projet de budget de chaque organisme administratif public à gestion autonome est établi par l'organe de gestion et approuvé par le ministre dont l'organisme relève et le Ministre du Budget.

Les budgets approuvés de ces organismes sont communiqués à la Chambre des représentants en annexe à la justification du budget général des dépenses de l'administration générale; si un projet de budget n'a pas encore été approuvé par les ministres compétents, il sera néanmoins communiqué à la Chambre des représentants.

Le plafond des engagements en matière d'investissements est fixé, pour chaque organisme administratif public à gestion autonome, par une disposition particulière dans le budget général des dépenses de l'administration générale.

§ 3. Le Roi, sur la proposition du Ministre du Budget, fixe la date pour laquelle les projets de budget des organismes administratifs publics sont établis et règle leur transmission aux autorités compétentes.

Art. 88. Le Conseil des Ministres veille à ce que les organismes administratifs publics ajustent leurs recettes et leurs dépenses en conformité à la politique économique, sociale et financière de l'Etat.

A cet effet, le Conseil des Ministres est saisi, dans les conditions qu'il détermine, des budgets desdits organismes, soit pour en arrêter le contenu général avant leur approbation, soit pour en fixer les directives d'exécution.

Les organismes sont invités, en vue de cet examen, à proposer leurs perspectives d'activité et les incidences budgétaires y afférentes pour une période de plusieurs années.

Le Conseil des Ministres est informé périodiquement de l'exécution de ces budgets.

Art. 82. De algemene rekeningen van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie worden door de Minister van Begroting aan het Rekenhof toegezonden vóór 31 maart van het jaar na dat waarop ze betrekking hebben.

Art. 83. Vóór 31 mei van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar maakt het Rekenhof de algemene rekeningen van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie met zijn opmerkingen over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Art. 84. Vóór 30 juni van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar dient de Minister van Begroting bij de Kamer van volksvertegenwoordigers het wetsontwerp in tot goedkeuring van de algemene rekeningen van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie.

HOOFDSTUK III. — *De administratieve openbare instellingen*

Art. 85. De administratieve openbare instellingen worden onderverdeeld in :

1° enerzijds, de instellingen met ministerieel beheer, die rechtstreeks zijn onderworpen aan het gezag van de minister onder wie ze ressorteren en aan wie het beheer is toevertrouwd;

2° en anderzijds, de instellingen met beheersautonomie, die genieten van een organieke autonomie, onverminderd het toezicht en de controle van de minister onder wie ze ressorteren.

Art. 86. Elke administratieve openbare instelling stelt jaarlijks een begroting van de ontvangsten en de uitgaven op waarvan de regels van voorstelling door de Koning, op voordracht van de Minister van Begroting, worden bepaald.

De begroting van de administratieve openbare instellingen kan niet-limitatieve uitgavenkredieten omvatten.

Art. 87. § 1. Het ontwerp van begroting van elke administratieve openbare instelling met ministerieel beheer wordt opgesteld door de minister onder wie de instelling ressorteert en overgezonden aan de Minister van Begroting.

Die begrotingsontwerpen worden voor goedkeuring bij de Kamer van volksvertegenwoordigers ingediend samen met het ontwerp van algemene uitgavenbegroting van het algemeen bestuur.

De goedkeuring door de Kamer van de begrotingen van de administratieve openbare instellingen met ministerieel beheer geschiedt door de aanneming van de desbetreffende bepalingen in de wet houdende de algemene uitgavenbegroting van het algemeen bestuur.

§ 2. Het ontwerp van begroting van elke administratieve openbare instelling met beheersautonomie wordt door het beheersorgaan opgesteld en goedgekeurd door de minister van wie de instelling afhangt en door de Minister van Begroting.

De goedgekeurde begrotingen van die instellingen worden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers meegedeeld als bijlage bij de verantwoording van de algemene uitgavenbegroting van het algemeen bestuur; indien het begrotingsontwerp niet is goedgekeurd door de bevoegde ministers wordt het toch aan de Kamer van volksvertegenwoordigers meegedeeld.

Het plafond van de vastleggingen voor investeringen wordt voor elke administratieve openbare instelling met beheersautonomie vastgesteld door een bijzondere bepaling in de algemene uitgavenbegroting van het algemeen bestuur.

§ 3. Op voordracht van de Minister van Begroting stelt de Koning de datum vast waarop de ontwerpen van begroting van de administratieve openbare instellingen worden opgemaakt en regelt Hij de overlegging aan de betrokken overheden.

Art. 88. De Ministerraad waakt erover dat de administratieve openbare instellingen hun ontvangsten en uitgaven in overeenstemming brengen met het economische, sociale en financiële beleid van de Staat.

Te dien einde worden de begrotingen van de betrokken instellingen bij de Ministerraad aanhangig gemaakt, onder de voorwaarden die hij bepaalt, hetzij om, vóór hun goedkeuring, de algemene inhoud ervan vast te leggen, hetzij om richtlijnen vast te stellen voor hun uitvoering.

De instellingen worden, met het oog op dit onderzoek, uitgenodigd hun activiteitsvoortzichten voor te stellen alsmede de hiermede verbonden budgettaire gevolgen voor een periode van verschillende jaren.

De Ministerraad wordt periodiek ingelicht over de uitvoering van deze begrotingen.

Les actes pris par le Conseil des Ministres sont notifiés à l'organisme par le ministre de tutelle et le Ministre du Budget. L'organisme est tenu de s'y conformer.

Art. 89. L'absence de transmission en temps utile de la part d'un organisme administratif public de son projet de budget et de ses annexes entraîne le blocage des versements éventuels des interventions de l'Etat en faveur de cet organisme, selon des modalités à fixer par le Roi, sur proposition du Ministre du Budget.

Art. 90. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget des organismes administratifs publics à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le dernier budget approuvé.

Art. 91. Les transferts et dépassements de crédits limitatifs portés au budget des organismes administratifs publics doivent être autorisés, avant toute mise à exécution, par le Ministre dont l'organisme relève, de l'avis conforme du Ministre du Budget ou de son délégué.

Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de l'Etat supérieure à celle qui est prévue au budget général des dépenses, ils doivent être préalablement approuvés par l'adoption d'un crédit correspondant dans le budget général des dépenses de l'administration générale.

Art. 92. Chaque organisme administratif public présente au ministre dont il relève, ainsi qu'au Ministre du Budget, des situations périodiques d'exécution de son budget, outre le rapport annuel visé à l'article 18. L'organisme adresse à ces ministres tous les autres renseignements que ceux-ci lui demandent.

Art. 93. § 1^{er}. Le compte général de chaque organisme administratif public à gestion ministérielle est établi sous l'autorité du ministre dont il relève, qui l'envoie au Ministre du Budget au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Le Ministre du Budget soumet ce compte au contrôle de la Cour des comptes avant le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte. La Cour des comptes transmet le compte contrôlé, avec ses observations, avant le 31 mai de la même année à la Chambre des représentants.

Le Ministre du Budget dépose à la Chambre des représentants le projet de loi visant à approuver les comptes généraux des organismes administratifs publics à gestion ministérielle, avant le 30 juin de l'année qui suit l'année budgétaire.

§ 2. Le compte général de chaque organisme administratif public à gestion autonome est établi par l'organe de gestion et approuvé par le ministre dont l'organisme relève. Le ministre envoie le compte approuvé au Ministre du Budget au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Le Ministre du Budget soumet le compte approuvé au contrôle de la Cour des comptes avant le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte. La Cour des comptes communique le compte approuvé à la Chambre des représentants, avec ses observations, avant le 31 mai de la même année.

§ 3. Les comptes annuels de ces organismes sont intégrés au compte annuel de l'Etat fédéral établi par le Ministre du Budget conformément aux dispositions de l'article 110.

Art. 94. La Cour des comptes peut effectuer sur place son contrôle de la comptabilité et de la gestion des organismes administratifs publics.

CHAPITRE IV. — *Les entreprises d'Etat*

Art. 95. Les entreprises d'Etat sont organisées par des lois particulières.

Art. 96. Les entreprises d'Etat établissent un budget annuel des recettes et des dépenses, dont les règles de présentation sont fixées par le Roi, sur proposition du Ministre du Budget.

Le budget prévoit les dépenses liées directement au volume d'activité de l'entreprise qui sont autorisées sans limite de montant.

De handelingen gesteld door de ministerraad worden ter kennis gebracht van de instelling door de toezichthouderende minister en door de Minister van Begroting. De instelling is ertoe gehouden zich ernaar te schikken.

Art. 89. De ontstentenis van overzending binnen een redelijke termijn door een administratieve openbare instelling van haar ontwerp van begroting en zijn bijlagen, heeft de blokkering van eventuele stortingen van de Rijkstussenkomsten in het voordeel van deze instelling tot gevolg, overeenkomstig de door de Koning op voordracht van de Minister van Begroting vast te stellen modaliteiten.

Art. 90. Indien op de eerste dag van het begrotingsjaar geen goedkeuring is gegeven, belet zulks niet de aanwending van de kredieten die in het ontwerp van begroting van de administratieve openbare instellingen zijn voorzien, tenzij het principe nieuw uitgaven betreft waartoe geen machtiging is verleend bij de laatst goedgekeurde begroting.

Art. 91. Overdracht en overschrijding van de limitatieve kredieten uitgetrokken op de begroting van de administratieve openbare instellingen moeten, vóór enige tenuitvoerlegging worden toegestaan door de minister van wie de instelling afhangt, op eensluidend advies van de Minister van Begroting of diens gemachtigde.

Zo de kredietoverschrijdingen een hogere financiële tussenkomst van de Staat kunnen meebrengen als de algemene uitgavenbegroting bepaalt, moeten zij vooraf door de aanneming van een overeenstemmend krediet in de algemene uitgavenbegroting van het algemeen bestuur worden goedgekeurd.

Art. 92. Elke administratieve openbare instelling legt aan de minister van wie ze afhangt en aan de Minister van Begroting, naast het door artikel 18 bedoelde jaarverslag, tussentijdse opgaven van de uitvoering van haar begroting over. De instelling verstrekt aan voornoemde ministers alle andere inlichtingen die haar door hen worden gevraagd.

Art. 93. § 1. De algemene rekening van elke administratieve openbare instelling met ministerieel beheer wordt opgemaakt onder het gezag van de minister van wie zij afhangt, die ze uiterlijk op 1 maart van het jaar dat volgt op dat waarop ze betrekking heeft, overzendt aan de Minister van Begroting.

De Minister van Begroting legt die rekening vóór 31 maart van het jaar na dat waarop ze betrekking heeft voor controle over aan het Rekenhof. Het Rekenhof legt de gecontroleerde rekening, met zijn opmerkingen, vóór 31 mei van datzelfde jaar over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Vóór 30 juni van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar, dient de Minister van Begroting bij de Kamer van volksvertegenwoordigers het wetsontwerp in tot goedkeuring van de algemene rekeningen van de administratieve openbare instellingen met ministerieel beheer.

§ 2. De algemene rekening van elke administratieve openbare instelling met beheersautonomie wordt door het autonoom orgaan opgemaakt en goedgekeurd door de minister van wie de instelling afhangt. De minister zendt de goedgekeurde rekening uiterlijk op 1 maart van het jaar dat volgt op dat waarop ze betrekking heeft aan de Minister van Begroting.

De Minister van Begroting legt de goedgekeurde rekening vóór 31 maart van het jaar na dat waarop ze betrekking heeft voor controle over aan het Rekenhof. Het Rekenhof deelt de goedgekeurde rekening met zijn opmerkingen vóór 31 mei van datzelfde jaar mee aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

§ 3. De jaarrekeningen van die instellingen worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 110 geïntegreerd in de jaarrekening van de federale Staat die door de Minister van Begroting wordt opgesteld.

Art. 94. Het Rekenhof kan zijn controle op de boekhouding en op het beheer van de administratieve openbare instellingen ter plaatse uitoefenen.

HOOFDSTUK IV. — *De staatsbedrijven*

Art. 95. De staatsbedrijven worden door bijzondere wetten ingesteld.

Art. 96. De staatsbedrijven stellen jaarlijks een begroting van de ontvangsten en de uitgaven op waarvan de regels van voorstelling door de Koning, op voordracht van de Minister van Begroting, worden bepaald.

De begroting voorziet in de uitgaven die rechtstreeks verband houden met het activiteitenniveau van het bedrijf die zonder beperking van het bedrag worden gemachtigd.

Art. 97. Le projet de budget de chaque entreprise d'Etat est établi par l'organe de gestion et transmis par le ministre dont elle relève pour approbation à la Chambre des représentants, conjointement avec le projet de budget général des dépenses de l'administration générale.

Le cas échéant, les entreprises d'Etat sont soumises à la loi ouvrant des crédits provisoires, conformément aux articles 55 à 58.

Art. 98. Les transferts et dépassements de crédits limitatifs portés au budget des entreprises d'Etat doivent être autorisés, avant toute mise à exécution, par le ministre dont l'entreprise d'Etat relève, de l'avis conforme du Ministre du Budget ou de son délégué.

Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de l'Etat supérieure à celle qui est prévue au budget général de dépenses, ils doivent être préalablement approuvés par l'adoption d'un crédit correspondant dans le budget général des dépenses de l'administration générale.

Art. 99. La comptabilité des entreprises d'Etat doit permettre de dégager le prix de revient des services et des produits, ainsi que le résultat d'exploitation par branche d'activité.

Art. 100. Le compte général de chaque entreprise d'Etat est approuvé par l'organe de gestion et envoyé par le ministre dont l'entreprise d'Etat relève au Ministre du Budget, au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Le Ministre du Budget soumet ce compte au contrôle de la Cour des comptes avant le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte. La Cour des comptes transmet le compte contrôlé, avec ses observations, avant le 31 mai de la même année à la Chambre des représentants.

Avant le 30 juin de la même année, le Ministre du Budget dépose à la Chambre de représentants le projet de loi visant à approuver les comptes généraux des entreprises d'Etat.

Art. 101. En dérogation à l'article 33, alinéa 1^{er}, le Roi fixe, sur proposition du ministre dont l'entreprise d'Etat relève et du Ministre du Budget, des règles de contrôle administratif et budgétaire adaptées à son activité commerciale, industrielle ou financière.

Art. 102. La Cour des comptes peut effectuer sur place son contrôle de la comptabilité et de la gestion des entreprises d'Etat.

Art. 103. Les conditions auxquelles l'Etat met les capitaux nécessaires à la disposition des entreprises d'Etat, — soit par des apports en nature, soit par des dotations en espèces — sont fixées par la loi.

Art. 104. Le ministre dont l'entreprise d'Etat relève peut, avec l'accord du Ministre des Finances, contracter des emprunts pour les besoins propres de cette entreprise, pour autant qu'il y ait été préalablement autorisé par une loi.

Art. 105. Les fournitures et les services effectués par une entreprise d'Etat en faveur d'autres services de l'Etat ou d'autres entreprises d'Etat, donnent lieu à paiement.

Il en est de même des fournitures et des services effectués par d'autres services de l'Etat ou par d'autres entreprises d'Etat en faveur de cette entreprise.

Toutefois, le ministre dont l'entreprise d'Etat relève peut déroger à ces principes, dans des situations particulières, avec l'accord du Ministre du Budget.

Art. 106. Les charges assumées par l'Etat pour compte des entreprises d'Etat sont fixées de commun accord par le ministre dont l'entreprise d'Etat relève et le Ministre du Budget et remboursées par ces entreprises à l'Etat.

Les entreprises remboursent de même les dépenses d'administration générale résultant du contrôle de leurs opérations.

Art. 107. Le ministre dont l'entreprise d'Etat relève et le Ministre du Budget déterminent les conditions générales auxquelles les contrats et marchés de travaux, de fournitures et de services conclus par les entreprises d'Etat peuvent stipuler le paiement d'avances avant un service fait et accepté.

Art. 108. Si les disponibilités des entreprises d'Etat sont temporairement insuffisantes, le Ministre des Finances peut leur consentir des avances pour un terme ne dépassant pas un an pour couvrir les dépenses urgentes prévues à leur budget.

Art. 97. Het begrotingsontwerp van elk staatsbedrijf wordt opgesteld door het beheersorgaan en door de minister van wie zij afhangt voor goedkeuring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers overgezonden, samen met het ontwerp van algemene uitgavenbegroting van het algemeen bestuur.

In voorkomend geval zijn de staatsbedrijven onderworpen aan de wet waarbij voorlopige kredieten worden geopend, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 55 tot 58.

Art. 98. Overdracht en overschrijding van de limitatieve kredieten uitgetrokken op de begroting van de staatsbedrijven moeten, vóór enige tenuitvoerlegging worden toegestaan door de minister van wie het staatsbedrijf afhangt, op eensluidend advies van de Minister van Begroting of diens gemachtigde.

Zo de kredietoverschrijdingen een hogere financiële tussenkomst van de Staat kunnen meebrengen als de algemene uitgavenbegroting bepaalt, moeten zij vooraf door de aanneming van een overeenstemmend krediet in de algemene uitgavenbegroting van het algemeen bestuur worden goedgekeurd.

Art. 99. De boekhouding van de staatsbedrijven moet het mogelijk maken de kostprijs van de diensten en van de produkten alsook het bedrijfsresultaat per bedrijfstak te berekenen.

Art. 100. De algemene rekening van elk staatsbedrijf wordt door het beheersorgaan goedgekeurd en door de minister van wie het staatsbedrijf afhangt overgezonden aan de Minister van Begroting, uiterlijk op 1 maart van het jaar dat volgt op het jaar waarop ze betrekking heeft.

De Minister van Begroting zendt die rekening vóór 31 maart van het jaar na dat waarop ze betrekking heeft voor controle over aan het Rekenhof. Het Rekenhof legt de gecontroleerde rekening met zijn opmerkingen vóór 31 mei van datzelfde jaar over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Vóór 30 juni van datzelfde jaar dient de Minister van Begroting bij de Kamer van volksvertegenwoordigers het wetsontwerp in tot goedkeuring van de algemene rekeningen van de staatsbedrijven.

Art. 101. In afwijking op artikel 33, eerste lid, stelt de Koning, op voordracht van de minister van wie het staatsbedrijf afhangt en van de Minister van Begroting, de regels vast voor de administratieve en begrotingscontrole, aangepast aan zijn handels-, industriële of financiële bedrijvigheid.

Art. 102. Het Rekenhof kan zijn controle op de boekhouding en op het beheer van de staatsbedrijven ter plaatse uitoefenen.

Art. 103. De voorwaarden waaronder de Staat het nodige kapitaal ter beschikking van de staatsbedrijven stelt, — ofwel door de inbreng in natura, ofwel door dotaties in contanten, — worden door de wet vastgesteld.

Art. 104. De minister van wie het staatsbedrijf afhangt kan, met het akkoord van de Minister van Financiën, leningen aangaan voor de eigen behoeften van dat bedrijf, voorzover hij er vooraf toe gemachtigd is door een wet.

Art. 105. Voor de leveringen en de diensten verstrekt door een staatsbedrijf ten bate van andere diensten van de Staat of van andere staatsbedrijven, is betaling verschuldigd.

Zulks geldt tevens voor de leveringen en de diensten aan dit bedrijf verstrekt door andere diensten van de Staat of door andere staatsbedrijven.

De minister van wie het staatsbedrijf afhangt mag hiervan echter in bijzondere gevallen afwijken, mits het akkoord van de Minister van Begroting.

Art. 106. De door de Staat gedragen lasten voor rekening van de staatsbedrijven worden in onderlinge overeenstemming vastgesteld door de minister van wie het staatsbedrijf afhangt en de Minister van Begroting en worden door die bedrijven aan de Staat terugbetaald.

De uitgaven van algemeen bestuur voortvloeiende uit de controle van hun verrichtingen worden eveneens door de bedrijven terugbetaald.

Art. 107. De minister van wie het staatsbedrijf afhangt en de Minister van Begroting bepalen de algemene voorwaarden waaronder de contracten en overeenkomsten voor werken, leveringen en diensten, door de staatsbedrijven gesloten, de betaling van voorschotten mogen bedingen vooraleer de dienst is verstrekt en aanvaard.

Art. 108. Wanneer de gelden van de staatsbedrijven tijdelijk ontrekend zijn, kan de Minister van Financiën voorschotten verlenen, voor een termijn van hoogstens één jaar om dringende uitgaven te dekken waarin hun begroting voorziet.

Art. 109. Les dettes et les créances entre le Trésor et les entreprises d'Etat sont productives d'un intérêt dans les cas et selon les modalités à fixer de commun accord par le Ministre des Finances et le ministre dont chaque entreprise d'Etat relève.

TITRE IV. — Les comptes annuels de l'Etat fédéral

Art. 110. Les comptes annuels de l'Etat fédéral sont établis par le Ministre du Budget sur la base des opérations comptables enregistrées par chaque service.

Art. 111. Les comptes annuels de l'Etat fédéral sont transmis par le Ministre du Budget à la Chambre des représentants et à la Cour des comptes avant le 30 septembre de l'année qui suit l'année à laquelle ils se rapportent.

Art. 112. Les comptes annuels de l'Etat fédéral sont publiés dans le *Moniteur belge* par le Ministre du Budget.

TITRE V. — Dispositions diverses

CHAPITRE I^{er}. — *La prescription des créances*

Art. 113. Sans préjudice des dispositions de l'article 114, les règles de prescription du droit commun sont applicables aux services visés à l'article 2.

Art. 114. § 1^{er}. Sont définitivement acquises à ceux qui les ont reçues les sommes payées indûment par les services visés à l'article 2 en matière de traitements, d'avances sur ceux-ci ainsi que d'indemnités, d'allocations ou de prestations qui sont accessoires ou similaires aux traitements, lorsque le remboursement n'en a pas été réclamé dans un délai de cinq ans à partir du premier janvier de l'année du paiement.

§ 2. Pour être valable, la réclamation doit être notifiée au débiteur par lettre recommandée à la poste et contenir :

1° le montant total de la somme réclamée avec, par année, le relevé des paiements indus;

2° la mention des dispositions en violation desquelles les paiements ont été faits.

A dater du dépôt de la lettre recommandée à la poste, la répétition de l'indu peut être poursuivie pendant dix ans.

§ 3. Le délai fixé au § 1^{er} est porté à dix ans lorsque les sommes indus ont été obtenues par des manœuvres frauduleuses ou par des déclarations fausses ou sciemment incomplètes.

Art. 115. Sans préjudice de l'application d'autres prescriptions ou déchéances établies par le droit spécial qui les régit, les avoirs détenus par les services visés à l'article 2 pour le compte de tiers leur sont acquis lorsqu'il s'est écoulé un délai de trente ans depuis la dernière opération à laquelle ils ont donné lieu avec des tiers ou sans qu'une demande reconue fondée tendant à leur restitution ou attribution ou au paiement de leurs intérêts ait été valablement introduite.

Les sommes que les services visés à l'article 2 détiennent pour n'avoir pu les liquider entre les mains des bénéficiaires, restent soumises au délai de prescription propre aux créances qu'elles sont destinées à apurer.

Art. 116. Les titres de paiement émis en apurement ou en remboursement des créances, sommes et avoirs visés par l'article 115, deviennent sans valeur si le paiement n'en a pas été réclamé dans un délai de cinq ans à compter de la date de leur émission.

Leur montant est définitivement acquis aux services visés à l'article 2 sauf saisie-arrêt ou opposition; dans ce cas, ce montant est versé à l'expiration de la cinquième année, à compter de la date d'émission du titre de paiement, à la Caisse des dépôts et consignations à la conservation des droits de qui il appartient.

CHAPITRE II. — *L'aliénation des biens*

Art. 117. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de dispositions légales particulières, les biens meubles ou immeubles appartenant aux services visés à l'article 2 et qui ne peuvent être réemployés et sont susceptibles d'être aliénés, doivent être vendus ou aliénés d'une autre manière à titre onéreux, avec le concours de l'administration compétente pour les Domaines et dans les formes légalement prescrites.

§ 2. Des biens meubles et immeubles appartenant aux services visés à l'article 2, 1°, 2° et 4°, et qui ne sont plus nécessaires pour un service déterminé mais qui peuvent encore être utilisés par un autre service

Art. 109. De schulden en de schuldborderingen tussen de staatskas en de staatsbedrijven brengen interest op, in de gevallen en volgens de modaliteiten in gemeen overleg vast te stellen door de Minister van Financiën en de minister van wie elk staatsbedrijf afhangt.

TITEL IV. — De jaarrekening van de federale Staat

Art. 110. De jaarrekening van de federale Staat wordt door de Minister van Begroting opgesteld op basis van de door alle diensten verstrekte boekhoudkundige gegevens.

Art. 111. De jaarrekening van de federale Staat wordt door de Minister van Begroting aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan het Rekenhof toegezonden vóór 30 september van het jaar dat volgt op het jaar waarop ze betrekking heeft.

Art. 112. De jaarrekening van de federale Staat wordt door toedoen van de Minister van Begroting in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

TITEL V. — Diverse bepalingen

HOOFDSTUK I. — *De verjaring van schuldborderingen*

Art. 113. Onvermindert de bepalingen van artikel 114 zijn de verjaringsregels van het gemeen recht van toepassing op de diensten bedoeld in artikel 2.

Art. 114. § 1. Inzake salarissen, voorschotten daarop en vergoedingen, toelagen of uitkeringen, die een toebehoren van de salarissen vormen of ermee gelijkstaan, zijn de door de in artikel 2 bedoelde diensten ten onrechte uitbetaalde sommen voorgoed vervallen aan hen die ze hebben ontvangen, als de terugbetaling daarvan niet is gevraagd binnen een termijn van vijf jaar te rekenen van de eerste januari van het jaar van de betaling.

§ 2. Om geldig te zijn moet deze vraag tot terugbetaling ter kennis van de schuldenaar worden gebracht bij een ter post aangetekende brief met vermelding van :

1° het totale bedrag van de teruggevraagde som met, per jaar, de opgave van de ten onrechte uitgevoerde betalingen;

2° de bepalingen in strijd waarmede de betalingen zijn gedaan.

Te rekenen vanaf de afgifte van de aangetekende brief aan de post kan het onverschuldigde bedrag worden teruggevorderd gedurende tien jaar.

§ 3. De in § 1 vastgestelde termijn wordt verlengd tot tien jaar wanneer de onverschuldigde sommen zijn verkregen door bedrieglijke handelingen of door valse of bewust onvolledige verklaringen.

Art. 115. Onvermindert de toepassing van andere verjaringen of vervallenverklaringen vastgesteld door het bijzonder ervoor geldend recht, vervalt aan de in artikel 2 bedoelde diensten het tegoed dat zij voor rekening van derden onder zich houden en waarvoor dertig jaar zijn verlopen nadat de laatste verrichting met derden zich voordeed of zonder dat een gegronde bevonden aanvraag tot teruggave of toewijzing ervan of tot de betaling van de interessent, geldig werd ingediend.

De sommen die de in artikel 2 bedoelde diensten onder zich houden doordat zij ze niet hebben kunnen uitkeren aan de gerechtigden, blijven onderworpen aan de verjaringstermijn die geldt voor de schuldborderingen welke door middel van die sommen moeten worden aangezuid.

Art. 116. De betaalstukken, uitgegeven ter aanzuivering of terugbetaling van de in artikel 115 bedoelde schuldborderingen, sommen en tegoeden, worden waardeloos als de betaling ervan niet wordt gevorderd binnen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf de datum van de uitgifte ervan.

Het bedrag ervan vervalt voorgoed aan de in artikel 2 bedoelde diensten behoudens beslag onder derden of verzet; in dat geval wordt het, na het verstrijken van het vijfde jaar te rekenen vanaf de datum van uitgifte van het betaalstuk, in de Deposito- en Consignatiekas gestort, tot vrijwaring van de rechten aan wie het toekomt.

HOOFDSTUK II. — *De vervreemding van goederen*

Art. 117. § 1. Onvermindert de toepassing van bijzondere wettelijke bepalingen, moeten roerende of onroerende goederen die toebehoren aan de in artikel 2 bedoelde diensten en die niet opnieuw kunnen worden gebruikt en voor vervreemding in aanmerking komen, worden verkocht of op een andere wijze vervreemd onder bezwarende titel, met de tussenkomst van de administratie die bevoegd is voor de Domeinen en overeenkomstig de wettelijk voorgeschreven vormen.

§ 2. Roerende en onroerende goederen die toebehoren aan de in artikel 2, 1°, 2° en 4°, bedoelde diensten en die niet langer nodig zijn voor een bepaalde dienst maar wel nog kunnen worden gebruikt door

relevant de la même personne juridique peuvent faire l'objet d'un transfert administratif. Ce transfert administratif se fait avec le concours de l'administration compétente pour les Domaines.

§ 3. Toutefois, l'intervention de l'administration compétente pour les Domaines n'est pas obligatoire :

1° pour les ventes des biens meubles appartenant aux organismes administratifs publics;

2° pour les biens meubles utilisés à l'étranger et dont l'intérêt général nécessite une vente sur place.

§ 4. Cependant, les biens meubles hors d'usage et susceptibles de réemploi, peuvent, moyennant l'approbation de l'autorité supérieure, être transformés ou convertis en biens de même nature, pourvu qu'ils demeurent affectés au service d'où ils proviennent.

Art. 118. Un rapport sur les ventes ou autres aliénations éventuelles des biens meubles et immeubles réalisées en exécution de l'article 117 au cours de l'année, ainsi que sur les ventes ou autres aliénations éventuelles encore à réaliser à la fin de l'année, est repris chaque année dans l'annexe aux comptes annuels de l'Etat fédéral.

Art. 119. Sans préjudice de l'application de dispositions légales particulières, le produit des ventes ou autres aliénations éventuelles visées à l'article 117 revient à la personne juridique qui était propriétaire des biens aliénés et doit être imputé à son budget.

Art. 120. L'aliénation ou le transfert administratif des biens immeubles qui font partie du patrimoine qui est indispensable pour les besoins d'un service visé à l'article 2, 1°, 2° et 4°, peuvent, le cas échéant, donner lieu à une compensation, fixée de commun accord entre le Ministre du Budget et le Ministre gestionnaire.

CHAPITRE III. — *Le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions*

Art. 121. Toute subvention accordée par l'Etat ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'Etat, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'utilisation des sommes reçues, à moins que la loi ne l'en dispense.

Art. 122. Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'Etat le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Roi, sur proposition du Ministre du Budget.

Art. 123. Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention;

2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée;

3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 122.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 121, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 124. Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 121 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 122.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

een andere dienst die ressorteert onder dezelfde rechtspersoon, kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve overdracht. Die administratieve overdracht gebeurt door tussenkomst van de administratie die bevoegd is voor de Domeinen.

§ 3. De tussenkomst van de administratie die bevoegd is voor de Domeinen is evenwel niet verplicht :

1° voor de verkopen van de aan de administratieve openbare instellingen toebehorende roerende goederen;

2° voor de in het buitenland gebruikte roerende goederen waarvan het algemeen belang vereist dat ze ter plaatse worden verkocht.

§ 4. De roerende goederen die in gebruik geraakt doch nog bruikbaar zijn, kunnen evenwel, mits goedkeuring van de hogere overheid, worden omgevormd of veranderd in goederen van dezelfde aard, op voorwaarde dat zij verder aangewend blijven door de dienst waarvan zij afkomstig zijn.

Art. 118. Een verslag betreffende de gedurende het jaar in uitvoering van artikel 117 gerealiseerde verkopen of eventuele vervreemdingen van roerende en onroerende goederen, evenals van de op het einde van het jaar nog te realiseren verkopen of eventuele andere vervreemdingen, wordt elk jaar opgenomen in de toelichting bij de jaarrekening van de federale Staat.

Art. 119. Onverminderd de toepassing van bijzondere wettelijke bepalingen komt de opbrengst van de in artikel 117 bedoelde verkopen of eventuele andere vervreemdingen toe aan de rechtspersoon die eigenaar was van de vervreemde goederen en moet op diens begroting worden aangerekend.

Art. 120. De vervreemding of de administratieve overdracht van onroerende goederen die deel uitmaken van het patrimonium dat voor de behoeften van een in artikel 2, 1°, 2° en 4°, bedoelde dienst noodzakelijk is, kunnen in voorkomend geval aanleiding geven tot een compensatie die wordt bepaald in gemeen overleg tussen de Minister van Begroting en de beherende minister.

HOOFDSTUK III. — *De controle op de toekenning en de aanwending van subsidies*

Art. 121. Iedere subsidie verleend door het Rijk of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door het Rijk wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend terugvorderbaar voorschot, moet worden aangewend voor de doelen waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wets- of verordeningbepaling daarin voorziet, worden in iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, het gebruik en de omvang van en de nadere regels omtrent de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording vermeld.

Iedere begunstigde is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij de wet hem daartoe vrijstelling verleent.

Art. 122. Door het aanvaarden van de subsidie verleent de begunstigde meteen aan het Rijk het recht om ter plaatse controle te doen uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Koning, op voordracht van de Minister van Begroting, zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle.

Art. 123. Tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie is gehouden, de begunstigde :

1° die de voorwaarden niet naleeft waaronder de subsidie werd verleend;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 122 bedoelde controle verhindert.

Blijft de begunstigde in gebreke de in artikel 121 bedoelde verantwoording te verstrekken, dan is hij gehouden tot terugbetaling ten belope van het deel dat niet werd verantwoord.

Art. 124. De uitkering van de subsidies kan worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 121 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 122 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie per tranches uitgekeerd, dan wordt iedere tranche voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

TITRE VI. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 125. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, modifié par les lois du 12 juillet 1989 et du 7 mai 1999, les mots « à l'exception des organismes administratifs publics visés à l'article 2 de la loi du ... portant organisation du budget et de la comptabilité du Etat fédéral, et » sont insérés entre les mots « forme commerciale » et les mots « les groupements ».

Art. 126. § 1^{er}. Les articles 2 à 7 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public cessent d'être applicables aux organismes administratifs publics soumis à la présente loi.

§ 2. Les dispositions de la loi organique ou du statut des organismes administratifs publics soumis à la présente loi cessent d'avoir effet dans la mesure où elles s'avèrent contraires ou non conformes aux dispositions de la présente loi.

Art. 127. Les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par arrêté royal du 17 juillet 1991 et modifiées par les lois du 24 décembre 1993, 3 avril 1995, 19 juillet 1996 et 10 juin 1998 sont abrogées pour les services visés à l'article 2.

Art. 128. Sont abrogés pour les services visés à l'article 2 :

1° l'article 1^{er} du décret du 12 août 1807 relatif aux valeurs fausses et aux assignats et mandats versés à la Trésorerie par les comptables;

2° la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, modifiée par les lois du 8 avril 1857, du 28 décembre 1867, du 20 juillet 1921, du 13 juillet 1930, par l'arrêté royal du 14 août 1933, par l'arrêté royal n° 34 du 13 novembre 1934, par les lois du 9 avril 1935, du 14 décembre 1946, du 5 mars 1952, du 23 février 1953, du 28 juin 1963, du 6 février 1970, du 28 juin 1989 et du 22 novembre 1989;

3° la loi du 7 mai 1912 concernant les cautionnements des comptables de l'Etat, modifiée par la loi du 31 mai 1948;

4° les articles 3, 4 et 6 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées;

5° l'article 5 de la loi du 31 mai 1923 relative à l'aliénation des immeubles domaniaux;

6° la loi du 3 juillet 1956 relative à la suppression des fractions de francs dans la comptabilité publique;

7° la loi du 3 janvier 1958 relative aux cessions et mises en gage de créances sur l'Etat du chef de travaux et de fournitures;

8° la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, modifiée par les lois du 31 décembre 1966, du 22 décembre 1977, du 2 juillet 1981, par les arrêtés royaux n° 402 et 403 du 18 avril 1986, par les lois du 17 mars 1987 et du 28 juin 1989;

9° l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

10° l'article 5 de la loi domaniale du 2 juillet 1969 et dérogeant à la comptabilité de l'Etat;

11° la loi du 6 février 1970 relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces, modifiée par la loi du 24 décembre 1976.

Art. 129. Sont abrogés :

1° l'article 3 du décret des 15-20 septembre 1792 relatif aux phares, amers, tonnes et balises;

2° le décret (de la Convention nationale) des 23-27 août 1793 qui établit un mode de comptabilité;

TITEL VI. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 125. In artikel 1, eerste lid, 2^o, van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen, gewijzigd bij de wetten van 12 juli 1989 en 7 mei 1999, worden de woorden « met uitzondering van de administratieve openbare instellingen bedoeld in artikel 2 van de wet van ... houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, en » ingevoegd tussen de woorden « aangenomen » en de woorden « de Europese economische samenwerkingsverbanden ».

Art. 126. § 1. De artikelen 2 tot 7 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut zijn niet meer van toepassing op de administratieve openbare instellingen onderworpen aan de onderhavige wet.

§ 2. De bepalingen van de organieke wet of van het statuut van de administratieve openbare instellingen die zijn onderworpen aan de onderhavige wet hebben niet langer uitwerking in de mate dat zij tegenstrijdig of niet-conform zijn met de bepalingen van de onderhavige wet.

Art. 127. De bij koninklijk besluit van 17 juli 1991 samengeordende wetten op de rikscomptabiliteit, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1993, 3 april 1995, 19 juli 1996 en 10 juni 1998, worden opgeheven voor de in artikel 2 bedoelde diensten.

Art. 128. Worden opgeheven voor de in artikel 2 bedoelde diensten :

1° artikel 1 van het decreet van 12 augustus 1807 « relatif aux valeurs fausses et aux assignats et mandats versés à la Trésorerie par les comptables »;

2° de wet van 15 mei 1846 op de rikscomptabiliteit, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1857, 28 december 1867, 20 juli 1921, 13 juli 1930, bij koninklijk besluit van 14 augustus 1933, bij koninklijk besluit nr. 34 van 13 november 1934, bij de wetten van 9 april 1935, 14 december 1946, 5 maart 1952, 23 februari 1953, 28 juni 1963, 6 februari 1970, 28 juni 1989 en 22 november 1989;

3° de wet van 7 mei 1912 betreffende de borgstelling der staatsrekenplichtigen, gewijzigd bij de wet van 31 mei 1948;

4° de artikelen 3, 4 en 6 van de wet van 20 juli 1921 tot instelling van de boekhouding der betaalbaar gestelde kredieten;

5° artikel 5 van de wet van 31 mei 1923 met betrekking tot de vervreemding van onroerende domeingoederen;

6° de wet van 3 juli 1956 betreffende de afschaffing van de frankgedeelten in de openbare comptabiliteit;

7° de wet van 3 januari 1958 betreffende de cessies en inpandgevingen van schuldvorderingen op de Belgische Staat uit hoofde van werken en leveringen;

8° de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rikscomptabiliteit, gewijzigd bij de wetten van 31 december 1966, 22 december 1977, 2 juli 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 402 en 403 van 18 april 1986, bij de wetten van 17 maart 1987 en 28 juni 1989;

9° het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

10° artikel 5 van de domaniale wet van 2 juli 1969 ter afwijking van de rikscomptabiliteit;

11° de wet van 6 februari 1970 betreffende de verjaring van schuldvorderingen ten laste of ten bate van de Staat en de provinciën, gewijzigd bij de wet van 24 december 1976.

Art. 129. Worden opgeheven :

1° artikel 3 van het decreet van 15-20 september 1792 « relatif aux phares, amers, tonnes et balises »;

2° het decreet (van de Nationale Conventie) van 23-27 augustus 1793 « qui établit un mode de comptabilité »;

3° le décret du 28 pluviôse an III (16 février 1795) sur la comptabilité;

4° la loi du 17 floréal an VII (6 mai 1799) qui fixe les règles de comptabilité conformément au nouveau système de poids et mesures;

5° l'article 2 du décret du 12 août 1807 relatif aux valeurs fausses et aux assignats et mandats versés à la Trésorerie par les comptables;

6° la loi du 9 février 1818 réglant les moyens de pourvoir aux besoins financiers du royaume, modifiée par la loi du 30 novembre 1819;

7° l'article 11 de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, modifié par l'article 153 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Art. 130. La loi des 5-15 septembre 1807 est abrogée en tant qu'elle est relative à la comptabilité de l'Etat.

Art. 131. L'établissement et la transmission des comptes relatifs aux années budgétaires antérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente loi restent soumis à la législation qui était d'application à ce moment.

L'article 100, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat reste applicable aux créances à charge de l'Etat fédéral qui sont nées avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 132. Les services de l'Etat dont la gestion a été, en vertu d'une loi particulière, séparée de celle des services de l'administration générale, sont considérés comme des « services administratifs à comptabilité autonome » au sens de la présente loi.

Art. 133. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004. Sur proposition conjointe du Ministre des Finances et du Ministre du Budget, le Roi peut toutefois reporter cette entrée en vigueur au plus tard au 1^{er} janvier 2005.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) Note

Documents de la Chambre des représentants :

50-1870-2001/2002 :

N° 1 : Projet de loi.

50-1870-2002/2003 :

Nos 2 et 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Texte corrigé par la commission.

N° 6 : Amendements.

N° 7 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 19 et 20 mars 2003.

Documents du Sénat :

2-1550-2002/2003 :

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

3° het decreet van 28 pluviôse jaarg III (16 februari 1795) « sur la comptabilité »;

4° de wet van 17 floréal jaarg VII (6 mei 1799) « qui fixe les règles de comptabilité conformément au nouveau système de poids et mesures »;

5° artikel 2 van het decreet van 12 augustus 1807 « relatif aux valeurs fausses et aux assignats et mandats versés à la Trésorerie par les comptables »;

6° de wet van 9 februari 1818 « réglant les moyens de pourvoir aux besoins financiers du royaume », gewijzigd bij de wet van 30 november 1819;

7° artikel 11 van de wet van 2 mei 1956 op de postcheque, gewijzigd door artikel 153 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Art. 130. De wet van 5-15 september 1807 wordt opgeheven in zoverre ze betrekking heeft op de rijkscomptabiliteit.

Art. 131. De opmaak en overlegging van rekeningen betreffende begrotingsjaren van vóór de datum van de inwerkingtreding van deze wet blijven onder de wetgeving vallen die dan van kracht was.

Artikel 100, eerste lid, van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit blijft van toepassing op de schuldvorderingen op de federale Staat die ontstaan zijn vóór de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 132. De staatsdiensten waarvan het beheer krachtens een bijzondere wet gescheiden is van het beheer van de diensten van algemeen bestuur, worden beschouwd als « administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie » in de zin van deze wet.

Art. 133. De onderhavige wet treedt in werking op 1 januari 2004. Op gezamenlijk voorstel van de Minister van Financiën en de Minister van Begroting, kan de Koning die inwerkingtreding evenwel uitstellen tot 1 januari 2005.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) Nota

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

50-1870-2001/2002 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

50-1870-2002/2003 :

Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 6 : Amendementen.

Nr. 7 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 19 en 20 maart 2003.

Stukken van de Senaat :

2-1550-2002/2003 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoeerd door de Senaat.